



CORPORATION
FINANCIÈRE POWER

NOTICE ANNUELLE 2012

Le 22 mars 2013

TABLE DES MATIÈRES

Renseignements généraux	3
Documents intégrés par renvoi	3
Déclarations prospectives	4
Structure de l'entreprise	5
Constitution	5
Liens intersociétés	5
Développement général de l'activité	7
Activités de la Financière Power	7
Faits importants au cours des trois dernières années	7
Description narrative de l'activité	10
Great-West Lifeco Inc.	10
Société financière IGM Inc.	11
Le Groupe Pargesa	11
Facteurs de risque	18
Description du capital-actions	19
Généralités	19
Actions ordinaires	19
Actions privilégiées de premier rang	20
Actions privilégiées de deuxième rang	24
Notations	25
Dividendes	28
Marché pour la négociation des titres	29
Administrateurs et dirigeants	31
Administrateurs	31
Dirigeants autres que ceux mentionnés plus haut	32
Titres comportant droit de vote	33
Comités	34
Comité d'audit	34
Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres	37
Experts	37
Responsabilité sociale	37
Renseignements complémentaires	37
Annexe A	38
Charte du comité d'audit	38

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Les abréviations suivantes sont utilisées tout au long de la présente notice annuelle :

Dénomination	Abréviation
Corporation Financière Canada-Vie	CFCV
Corporation Financière Power	Financière Power ou la Société
Corporation Financière Mackenzie	Financière Mackenzie
Frère-Bourgeois / Compagnie Nationale à Portefeuille	Groupe Frère
Great-West Life & Annuity Insurance Company	Financière Great-West
Great-West Lifeco Inc.	Lifeco
Groupe Bruxelles Lambert	GBL
Investment Planning Counsel Inc.	Investment Planning Counsel
La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie	Canada-Vie
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	Great-West
Lafarge SA	Lafarge
London Life, Compagnie d'Assurance-Vie	London Life
Mackenzie Inc.	Mackenzie
Pargesa Holding SA	Pargesa
Parjointco N.V.	Parjointco
Power Corporation du Canada	Power
Power Financial Europe B.V.	PFE
Putnam Investments, LLC	Putnam
Société financière IGM Inc.	Financière IGM
Suez Environnement Company	Suez Environnement
Total SA	Total

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Les documents suivants sont intégrés aux présentes par renvoi :

- Certaines parties de la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013;
- Certaines parties de la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013.

Les documents susmentionnés peuvent être consultés au profil respectif de ces sociétés sur le site de SEDAR au www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certains énoncés dans la présente notice annuelle, autres que les énoncés d'un fait historique, sont des déclarations prospectives qui s'appuient sur certaines hypothèses et traduisent les attentes actuelles de la Société ou, pour ce qui est des renseignements concernant les filiales ouvertes de la Société, traduisent les attentes actuelles publiées de ces filiales. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la Société ainsi que ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques auxquels elle fait face à un moment donné, dans le contexte de son développement passé et de ses possibilités de développement futur; le lecteur ne doit pas oublier que ces déclarations peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, les résultats financiers prévus, le rendement, les clients potentiels, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société et de ses filiales, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes inhérents, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexacts, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être atteints. Divers facteurs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les activités, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs entreprises. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou prévus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés des actions et des marchés financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement, des changements de conventions et de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de modifications comptables futures, de la concurrence, des risques liés à l'exploitation et à la réputation, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société et de ses filiales à effectuer des opérations stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié d'examiner attentivement ces facteurs et d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondée sur des facteurs ou des hypothèses importants ayant permis de tirer une conclusion ou d'effectuer une prévision ou une projection. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions de la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances, notamment qu'on ne s'attend pas à ce que les facteurs mentionnés dans le paragraphe qui précède, collectivement, aient une incidence importante sur la Société et sur ses filiales. Bien que la Société considère ces facteurs et hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose la direction, ils pourraient se révéler inexacts.

À moins que les lois canadiennes applicables ne l'exigent expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Les renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes de l'entreprise de la Société et les facteurs ou hypothèses importants sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris la présente notice annuelle et son rapport de gestion le plus récent, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com. Les rubriques intitulées « Introduction » de la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013 et « Mise en garde relative aux énoncés prospectifs » de la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013 sont intégrées aux présentes par renvoi.

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

CONSTITUTION

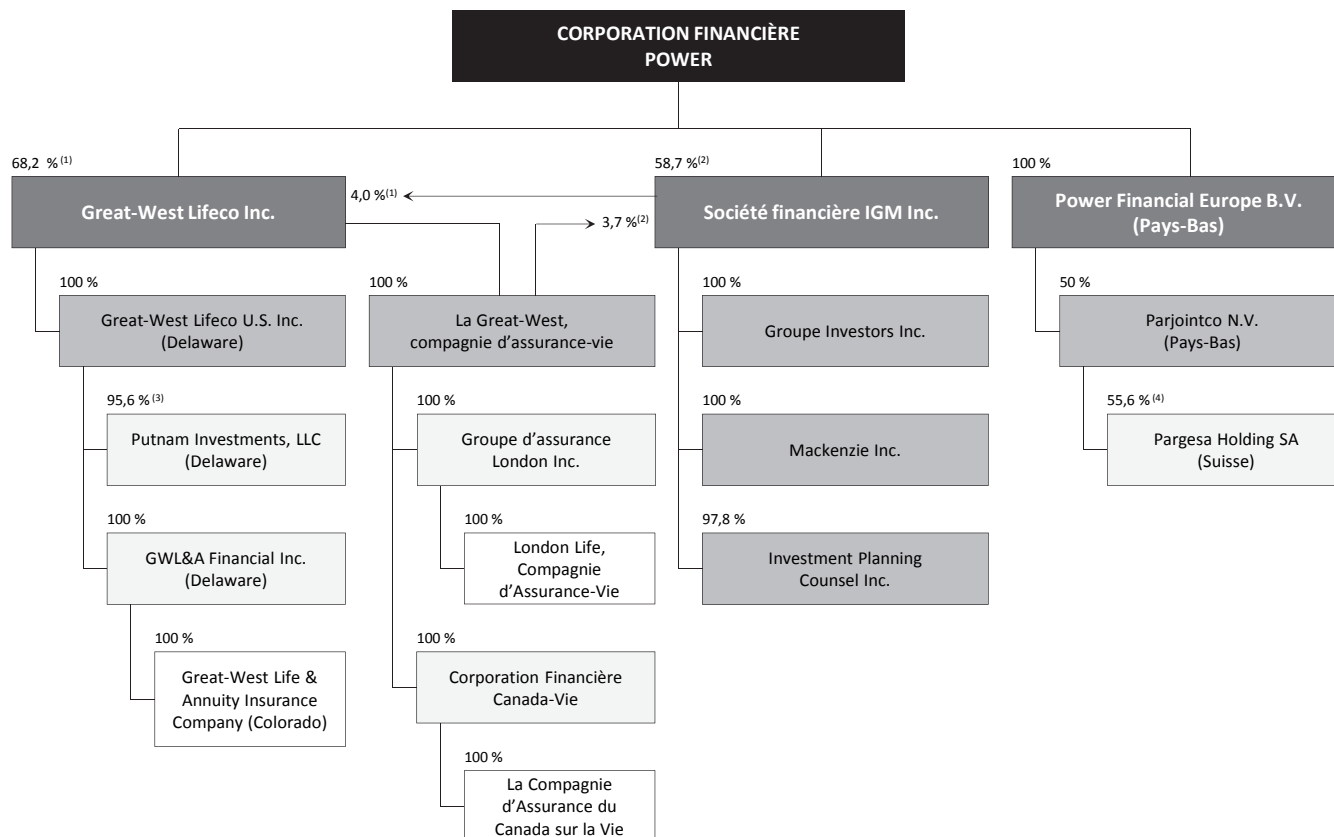
La Corporation Financière Power — Power Financial Corporation a été prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA ») le 4 décembre 1986. Son siège social est situé au 751, square Victoria, Montréal (Québec) H2Y 2J3.

Les statuts de la Société ont été modifiés comme suit : avec effet le 17 août 1993, afin de créer 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 7,00 pour cent, série B (rachetées le 30 mai 2003); avec effet le 10 janvier 1997, afin de fractionner les actions ordinaires à raison de une pour deux; avec effet le 14 octobre 1997, afin de créer 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,20 pour cent, série C (rachetées le 31 octobre 2010); avec effet le 11 décembre 1997, afin de créer 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,50 pour cent, série D; avec effet le 9 juillet 1998, afin de fractionner les actions ordinaires à raison de une pour deux; avec effet le 22 novembre 2001, afin de créer 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,25 pour cent, série E; avec effet le 10 juillet 2002, afin de créer 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 pour cent, série F; avec effet le 4 décembre 2002, afin de créer 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,75 pour cent, série H; avec effet le 7 mars 2003, afin de créer 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 6,00 pour cent, série I et 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 4,70 pour cent, série J (rachetées le 30 juillet 2010); avec effet le 23 juillet 2004, afin de fractionner les actions ordinaires à raison de une pour deux; avec effet le 30 septembre 2005, afin de créer 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 4,95 pour cent, série K; avec effet le 28 juillet 2006, afin de créer 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,10 pour cent, série L; avec effet le 25 novembre 2008, pour créer un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série M et un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif à taux variable, série N; avec effet le 7 octobre 2009, pour créer un maximum de 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,80 pour cent, série O; avec effet le 14 mai 2010, pour porter le nombre maximal d'administrateurs de 18 à 20; avec effet le 22 juin 2010, afin de créer un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série P et un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif à taux variable, série Q; avec effet le 16 février 2012, afin de créer 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,50 pour cent, série R; et, avec effet le 25 février 2013, afin de créer 12 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 4,80 pour cent, série S.

LIENS INTERSOCIÉTÉS

L'organigramme figurant sur la page suivante résume la structure d'entreprise de la Financière Power en date du 31 décembre 2012, notamment les participations dans ses filiales importantes et dans certaines autres filiales et entités émettrices. L'organigramme indique le territoire de constitution (sauf indication contraire, toutes les sociétés ont été constituées au Canada) et le pourcentage approximatif de titres de participation dont la Financière Power est propriétaire véritable ou sur lesquelles elle exerce un contrôle ou une emprise, directement ou indirectement (sauf indication contraire, ces pourcentages représentent également les pourcentages approximatifs des droits de vote rattachés aux titres comportant droits de vote dont la Financière Power est propriétaire véritable ou sur lesquels elle exerce un contrôle ou une emprise, directement ou indirectement) à cette date.

Les rubriques intitulées « Structure de l'entreprise » de la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013 et « Introduction » de la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013 sont intégrées aux présentes par renvoi.



(1) Les titres de participation de Lifeco appartiennent à 56,6 pour cent à la Société, à 3,0 pour cent à 3411893 Canada Inc., filiale en propriété exclusive de la Société, à 7,7 pour cent à 3439453 Canada Inc., filiale en propriété exclusive de la Société et à 0,9 pour cent à 4400003 Canada Inc., filiale en propriété exclusive de la Société. En outre, la Financière IGM, filiale de la Société, détient 4,0 pour cent des titres de participation de Lifeco. La Financière Power et ses filiales sont propriétaires, globalement, de titres de participation auxquels sont rattachés environ 65,0 pour cent des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres comportant droit de vote de Lifeco.

(2) Les titres de participation de la Financière IGM appartiennent à 55,6 pour cent à la Société, à 2,2 pour cent à 3411893 Canada Inc., filiale en propriété exclusive de la Société et à 0,9 pour cent à 4400003 Canada Inc., filiale en propriété exclusive de la Société. En outre, la Great-West, filiale de la Société, détient 3,7 pour cent des titres de participation de la Financière IGM (à l'exclusion de 0,04 pour cent des titres de participation de la Financière IGM détenus par la Great-West dans ses fonds distincts ou à des fins similaires). La Financière Power et ses filiales sont propriétaires, globalement, de titres de participation auxquels sont rattachés environ 62,4 pour cent des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres comportant droits de vote de la Financière IGM.

(3) 100 pour cent des droits de vote

(4) 75,4 pour cent des droits de vote

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

ACTIVITÉS DE LA FINANCIÈRE POWER

La Financière Power est une société internationale de gestion et de portefeuille diversifiée qui détient des participations, directement ou indirectement, dans des sociétés actives dans le secteur des services financiers au Canada, aux États-Unis et en Europe et, par le truchement de son placement indirect dans Pargesa, détient des intérêts importants dans des sociétés établies en Europe œuvrant dans les domaines du pétrole et du gaz naturel, de l'électricité, des services énergétiques, de la gestion de l'eau et des déchets, des minéraux spécialisés, du ciment, des granulats et béton ainsi que des vins et spiritueux. Ces placements sont détenus par Pargesa par l'entremise de GBL, membre de son groupe et société de portefeuille belge.

La Financière Power est propriétaire d'un bloc de contrôle dans Lifeco et dans la Financière IGM. Ces sociétés et leurs filiales proposent un vaste éventail de produits et de services financiers aux particuliers et aux entreprises au Canada, aux États-Unis et en Europe. Par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive PFE, qui détient une participation de 50 pour cent dans Parjointco, la Financière Power a une participation importante dans le groupe Pargesa.

Au 31 décembre 2012, la Financière Power employait, directement ou par l'entremise de filiales, environ 29 300 personnes en Amérique du Nord. Au 31 décembre 2012, la Financière Power exerçait une emprise, directement et indirectement, sur environ 72,2 pour cent des actions ordinaires en circulation de Lifeco, représentant environ 65,0 pour cent des droits de vote rattachés à l'ensemble des actions comportant droit de vote en circulation de Lifeco. Au 31 décembre 2012, la Financière Power exerçait également une emprise, directement et indirectement, sur environ 62,4 pour cent des actions ordinaires en circulation de la Financière IGM.

FAITS IMPORTANTS AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Les rubriques intitulées « Évolution générale de l'entreprise » de la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013 et « Évolution de l'entreprise au cours des trois derniers exercices » de la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013 sont intégrées par renvoi aux présentes.

AMÉRIQUE DU NORD

Le 29 juin 2010, la Financière Power a émis, au prix de 25,00 \$ par action, 11 200 000 actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série P, d'un rendement annuel de 4,40 pour cent, pour un produit brut de 280 M\$. Le produit tiré de l'émission a été utilisé pour augmenter les ressources financières de la Financière Power ainsi que pour financer les besoins généraux de l'entreprise.

Le 2 septembre 2011, la Financière Mackenzie, filiale de la Financière IGM, a annoncé qu'elle avait conclu une convention avec B2B Trust, filiale de la Banque Laurentienne, aux termes de laquelle B2B Trust acquerrait la totalité de M.R.S. Trust Company et de M.R.S. Inc., qui étaient des filiales en propriété exclusive de la Financière Mackenzie. La clôture de l'opération a eu lieu le 16 novembre 2011, en échange d'une contrepartie en espèces d'environ 199 M\$ et du remboursement par B2B Trust de 20 M\$ de titres d'emprunt subalternes de M.R.S. Trust Company à la Financière Mackenzie.

Le 23 février 2012, la Financière Power a émis, au prix de 25,00 \$ par action, 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série R, d'un rendement annuel de 5,50 pour cent, pour un produit brut de 250 M\$. Le produit tiré de l'émission a été utilisé pour augmenter les ressources financières de la Financière Power ainsi que pour financer les besoins généraux de l'entreprise.

Le 19 février 2013, Lifeco a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec le gouvernement d'Irlande visant l'acquisition, par l'entremise de sa filiale Canada Life Limited, de la totalité des actions de Irish Life Group Limited en contrepartie de 1,75 G\$ (1,3 G€). La clôture de l'opération devrait avoir lieu en juillet 2013 et elle est assujettie aux approbations usuelles des organismes de réglementation et à certaines conditions de clôture.

Le 28 février 2013, la Financière Power a émis, au prix de 25,00 \$ par action, 12 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série S, d'un rendement annuel de 4,80 pour cent, pour un produit

brut de 300 M\$. Le produit tiré de l'émission a été utilisé afin d'acquérir, le 12 mars 2013, des reçus de souscription de Lifeco échangeables contre des actions ordinaires de Lifeco dans le cadre du placement de 1,25 G\$ de reçus de souscription émis par Lifeco (comme il est décrit ci-après) relativement à son projet d'acquisition de Irish Life Group Limited et pour augmenter les ressources financières de la Société.

Le 12 mars 2013, Lifeco a émis 48 660 000 reçus de souscription pour un produit d'environ 1,25 G\$ par voie d'une convention de prise ferme et d'un placement privé à des membres de son groupe. La Financière Power a acheté 21 410 000 reçus de souscription pour environ 550 M\$ et la Financière IGM a acheté 1 950 000 reçus de souscription pour environ 50 M\$. Chaque reçu de souscription donne le droit au porteur de recevoir une action ordinaire de Lifeco au moment où cette dernière réalisera l'acquisition projetée de Irish Life Group Limited. Si Lifeco n'acquiert pas Irish Life Group Limited, chaque reçu de souscription sera annulé, et la Financière Power recevra le prix d'achat, majoré de l'intérêt.

EUROPE

Au premier trimestre de 2010, GBL a racheté 13,5 M€ de ses propres actions. En 2012, GBL a racheté 633 016 de ses propres actions et vendu 597 946 de ses actions. Au 31 décembre 2012, GBL détenait 6 134 514 de ses propres actions représentant une participation totale de 3,8 pour cent.

En juin 2010, GBL a émis une obligation de 350 M€, portant intérêt au taux de 4,0 pour cent, échéant en 2017.

En novembre 2010, Pargesa a émis, sur le marché suisse, une obligation de 150 M FS échéant en 2016, portant intérêt au taux de 2,5 pour cent. Également en 2010, en 2011 et en 2012, Pargesa a racheté, respectivement, 206 M FS, 346 M FS et 198 M FS d'obligations convertibles émises échéant en 2013 et 2014.

En 2010, GBL a investi 122 M€ dans l'achat d'actions de Pernod Ricard. Le 15 mars 2012, GBL a vendu environ 2,3 pour cent des actions de Pernod Ricard pour un produit de 499 M€ et un gain de 240 M€, portant la position de GBL dans Pernod Ricard à 7,5 pour cent.

Également en 2010, GBL a investi 27 M€ dans Arkema (producteur mondial de produits chimiques basé en France). En 2011, des actions supplémentaires ont été achetées par GBL. Le 14 mars 2012, GBL a vendu sa participation de 10 pour cent dans Arkema pour un produit de 433 M€ et un gain de 221 M€.

Le 3 février 2011, les activités internationales énergétiques de GDF Suez, à l'extérieur de l'Europe, ont été regroupées avec celles d'International Power plc en vue d'accélérer le développement international de GDF Suez. En 2012, GDF Suez a acheté la totalité des actions restantes de International Power plc.

En avril 2011, Pargesa a vendu sa participation de 25,6 pour cent dans Imerys à GBL, pour une somme totale de 1 087 M€. Après l'opération et des achats supplémentaires sur le marché d'actions d'Imerys en 2011 et en 2012, GBL détenait une participation de 56,9 pour cent dans Imerys au 31 décembre 2012.

Le 16 mai 2011, Pargesa a annoncé que BNP Paribas avait vendu la totalité de ses actions nominatives de Pargesa à Parjointco, mais qu'elle avait maintenu sa position en actions au porteur. Suivant cette opération, la participation de Parjointco dans Pargesa est passée de 54,1 pour cent à 56,5 pour cent, et sa participation dans les droits de vote rattachés aux titres est passée de 62,9 pour cent à 76,0 pour cent. En novembre 2012, Parjointco a vendu 775 000 actions de Pargesa. Au 31 décembre 2012, Parjointco détenait une participation de 55,6 pour cent des titres de participation et 75,4 pour cent des droits de vote de Pargesa.

Le 1^{er} août 2011, Imerys a annoncé la réalisation de l'acquisition du Groupe Luzenac, chef de file mondial dans le talc, pour une valeur d'entreprise de 340 M\$ US.

En 2011, GBL a annoncé qu'elle avait prorogé ses facilités de crédit bancaire de 1,8 G€, notamment 950 M€ qui avaient été utilisés au 31 décembre 2011 principalement pour acheter une participation de 25,6 pour cent dans Imerys auprès de Pargesa, comme il est décrit ci-haut. Au 31 décembre 2012, GBL avait des facilités de crédit totales de 1,6 G€, dont la plupart expirent en 2016 et en 2017, et dont une tranche de 1,2 G€ n'était pas utilisée à cette date.

En avril 2012, GBL a racheté, en contrepartie du montant en espèces correspondant au capital, la totalité de ses obligations échangeables en circulation émises en 2005 pour 184 M€. GBL avait racheté au total 159 M€ de ces obligations en 2010 et 92 M€ en 2011.

En septembre 2012, GBL a émis des obligations d'un montant total d'environ 400 M€, échangeables en actions ordinaires existantes de Suez Environnement. Le placement visait la quasi-totalité des actions de Suez Environnement détenues par GBL (environ 35 millions d'actions, représentant 6,9 pour cent du capital-actions de Suez Environnement). Le prix d'échange implicite des obligations reflète une prime de 20 pour cent par rapport au prix de référence des actions de Suez Environnement. Les porteurs d'obligations peuvent demander l'échange de leurs obligations contre des actions de Suez Environnement, sous réserve de l'option qu'a GBL de payer en espèces la totalité ou une partie de la valeur des actions de Suez Environnement au lieu de procéder à cet échange. Les obligations ont une échéance de 3 ans à compter de leur date d'émission et portent intérêt au taux de 0,125 pour cent par année. Les obligations seront rachetées à leur valeur nominale le 21 septembre 2015, sous réserve de l'option qu'a GBL de remettre aux porteurs les actions de Suez Environnement et de payer en espèces, le cas échéant, la différence entre la valeur des actions de Suez Environnement à remettre et la valeur nominale des obligations.

Le 17 décembre 2012, Power, la Financière Power et le Groupe Frère ont prolongé la durée de l'entente régissant leur partenariat stratégique en Europe jusqu'au 31 décembre 2029 avec une disposition permettant une nouvelle prolongation possible de l'entente. L'entente est plus amplement décrite ci-après à la rubrique intitulée « Description narrative de l'activité — Groupe Pargesa — Antécédents du groupe Pargesa ».

Le 24 janvier 2013, GBL Verwaltung S.A., filiale en propriété exclusive de GBL, a réalisé un placement de 1 G€ d'obligations échangeables en actions ordinaires existantes de GDF Suez. Le placement des obligations vise presque la moitié des actions de GDF Suez détenues par GBL (environ 54 millions d'actions représentant 2,3 pour cent du capital-actions et des droits de vote de GDF Suez). Le prix d'échange implicite des obligations reflète une prime de 20 pour cent par rapport au prix de référence des actions de GDF Suez. Les porteurs d'obligations peuvent demander l'échange de leurs obligations contre des actions de GDF Suez, sous réserve de l'option qu'a GBL de payer en espèces la totalité ou une partie de la valeur des actions de GDF Suez au lieu de procéder à cet échange. Les obligations ont une échéance de quatre ans à compter de leur date d'émission et portent intérêt au taux de 1,25 pour cent par année. Les obligations seront rachetées à leur valeur nominale le 7 février 2017, sous réserve de l'option qu'a GBL de remettre des actions de GDF Suez aux porteurs d'obligations et de payer en espèces, le cas échéant, la différence entre la valeur des actions de GDF Suez à remettre et la valeur nominale des obligations.

Comme il est décrit ci-dessus, à l'heure actuelle, le portefeuille de Pargesa est composé principalement d'investissements dans Lafarge, Imerys, Total, GDF Suez, Suez Environnement et Pernod Ricard, qui sont détenus par l'intermédiaire de GBL, filiale de Pargesa. Les participations de la Financière Power, par l'entremise du groupe Pargesa, dans ces sociétés au 31 décembre 2012, sont présentées plus en détail à la rubrique intitulée « Description narrative de l'activité — Le groupe Pargesa » des présentes.

DESCRIPTION NARRATIVE DE L'ACTIVITÉ

La Financière Power est une société internationale de gestion et de portefeuille diversifiée qui détient, directement ou indirectement, des participations dans des sociétés actives dans le secteur des services financiers au Canada, aux États-Unis et en Europe et, par l'entremise de son investissement indirect dans Pargesa, détient des intérêts appréciables dans des sociétés européennes œuvrant dans les domaines du pétrole et du gaz naturel, de l'électricité, des services énergétiques, de la gestion de l'eau et des déchets, des minéraux spécialisés, du ciment, des granulats et du béton ainsi que des vins et spiritueux.

GREAT-WEST LIFECO INC.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers internationale qui détient des participations dans des entreprises d'assurance-vie, d'assurance-maladie, de gestion d'actif, de placement et d'épargne-retraite et de réassurance. Elle exerce ses activités au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie par l'entremise de la Great-West, la London Life, la Canada-Vie, la Financière Great-West et Putnam. Au 31 décembre 2012, Lifeco et ses filiales avaient environ 545,8 G\$ d'actifs gérés et comptaient environ 17 870 employés répartis dans le monde. La Great-West, la London Life, la CFCV et la Canada-Vie sont des sociétés d'assurances canadiennes régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada). La Great-West était également propriétaire, au 31 décembre 2012, d'environ 9,2 millions d'actions ordinaires (représentant 3,7 pour cent) de la Financière IGM (à l'exclusion d'environ 0,1 million d'actions ordinaires de la Financière IGM détenues par la Great-West dans ses fonds distincts ou à des fins similaires).

Au Canada, la Great-West, la London Life et la Canada-Vie offrent un vaste portefeuille de solutions financières et de solutions en matière de régimes d'avantages sociaux destinés aux particuliers, aux familles, aux entreprises et aux organismes. Par l'intermédiaire de leur unité d'exploitation Assurance individuelle, la Great-West, la London Life et la Canada-Vie offrent des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux particuliers. Par l'intermédiaire de leur unité d'exploitation Gestion du patrimoine, elles offrent des produits de capitalisation et de rentes aux clients de l'assurance-collective et aux particuliers. Par l'intermédiaire de leur unité d'exploitation Assurance collective, la Great-West et la Canada-Vie offrent des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance pour les créanciers aux clients de l'assurance collective.

En Europe, la Canada-Vie est organisée de façon générale autour de marchés définis sur le plan géographique et offre des produits en matière de protection et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates et des services de réassurance. Le secteur européen comprend deux unités d'exploitation distinctes, soit l'unité Assurance et Rentes, qui exerce ses activités au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne, et l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont fournis par la Canada-Vie, le Groupe de réassurance London Inc. et leurs filiales.

Aux États-Unis, la Financière Great-West est l'un des principaux fournisseurs de régimes d'épargne-retraite offerts par l'employeur et d'assurance-vie individuelle qui sont vendues par l'entremise de banques. Outre les régimes de retraite à cotisations déterminées offerts par l'employeur, la Financière Great-West offre des services d'adhésion, des documents d'information, des options de placement et des services d'éducation ainsi que des services de gestion de fonds, de placement et de consultation. La Financière Great-West offre également des produits d'assurance-vie et de rentes et des comptes de retraite aux particuliers ainsi que des produits d'assurance-vie détenus par des entreprises et des produits d'avantages sociaux pour les cadres. Putnam fournit des services de gestion de placements, certains services d'administration, des services de placement et des services liés aux régimes de retraite. Elle offre une vaste gamme de produits de placement, notamment des stratégies de placement dans des actions, des titres à revenu fixe, des titres à rendement absolu, et autres. Le service auprès des épargnants est assuré grâce à un vaste réseau de relations qu'elle a établies avec des courtiers indépendants, des planificateurs financiers, des conseillers en placement agréés et d'autres institutions financières qui placent les titres des fonds Putnam auprès de leurs clients, ce qui totalise près de 160 000 conseillers. Les investisseurs institutionnels bénéficient du soutien des professionnels de Putnam qui se consacrent à la gestion de comptes et de produits et au service à la clientèle et ils bénéficient des liens stratégiques établis avec certaines entreprises de gestion de placements à l'extérieur des États-Unis. Au

31 décembre 2012, Putnam avait un actif total géré d'environ 127 G\$. La rubrique intitulée « Description de l'entreprise » de la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013 est intégrée par renvoi dans les présentes.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

La Financière IGM est une société de services financiers personnels qui offre principalement des services de consultation en matière de placement et des services connexes. Elle exerce ses activités principalement par l'intermédiaire de ses filiales Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel. Au 31 décembre 2012, la Financière IGM avait un actif total géré de plus de 120,7 G\$.

Au 31 décembre 2012, la Financière IGM était propriétaire de la totalité des actions ordinaires en circulation de Groupe Investors et de la totalité des actions ordinaires en circulation de Mackenzie ainsi que de 97,8 pour cent des actions ordinaires en circulation d'Investment Planning Counsel et de 37,8 millions d'actions ordinaires (représentant 4,0 pour cent) de Lifeco.

Fondé en 1926, le Groupe Investors offre des solutions financières personnalisées aux Canadiens par l'entremise d'un réseau de plus de 4 500 conseillers répartis dans tout le Canada et gère un actif de fonds communs de placement d'environ 60,6 G\$. Outre une famille exclusive de fonds communs de placement et d'autres instruments de placement, le Groupe Investors offre une vaste gamme de produits en matière d'assurance, de valeurs mobilières et de prêts hypothécaires et d'autres services financiers.

Mackenzie est une société de gestion de placements qui a été fondée en 1967 et qui offre des services de consultation en placement et des services connexes. Gérant un actif total d'environ 61,5 G\$, Mackenzie distribue ses produits et services principalement par l'intermédiaire d'un réseau de distribution diversifié de conseillers financiers indépendants.

Investment Planning Counsel a été fondé en 1996 et est un distributeur indépendant de produits, de services et de conseils financiers au Canada qui compte près de 800 conseillers financiers et gère pour ses clients un actif de 16,1 G\$, dont plus de 2,9 G\$ d'actifs de fonds communs de placement gérés par Counsel Portfolio Services Inc.

La rubrique intitulée « Description des activités » de la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013 est intégrée par renvoi dans les présentes.

LE GROUPE PARGESA

Les renseignements financiers annuels donnés dans les présentes sur Pargesa et les sociétés dans lesquelles elle a des participations ont été communiqués publiquement par Pargesa. À la connaissance de la Financière Power, ces renseignements ne contiennent pas d'inexactitudes importantes. Toutefois, la Financière Power décline toute responsabilité quant à l'exactitude et à l'exhaustivité de ces renseignements, ou quant au fait que ces sociétés pourraient avoir omis de divulguer des faits ou des circonstances qui pourraient s'être produits ou modifier le sens ou fausser l'exactitude de ces renseignements, mais dont la Financière Power n'est pas au courant.

ANTÉCÉDENTS DU GROUPE PARGESA

La valeur comptable de la participation de la Société dans Parjointco s'établissait à 2,1 G\$ au 31 décembre 2012. Pargesa est constituée sous le régime du droit suisse. Elle a été réorganisée par Power et des partenaires européens en 1981 dans le but d'acheter Paribas (Suisse) S.A. de Genève. Au cours de la décennie suivante, Power puis la Financière Power ont participé avec des tiers au développement de Pargesa. Cette participation a progressivement augmenté; conformément à une entente intervenue en 1990 (l'« entente »), la Financière Power est maintenant détentrice de participations importantes dans le groupe Pargesa avec l'un des autres partenaires initiaux de Pargesa, le Groupe Frère, de Charleroi, en Belgique. Conformément à l'entente, la Financière Power a, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive PFE, créé avec le Groupe Frère une nouvelle société de portefeuille pour regrouper leurs participations respectives dans Pargesa et dans GBL. Chacun des deux groupes exerce un contrôle égal sur Parjointco, société constituée en vertu des lois des Pays-Bas, laquelle à son tour détenait au 31 décembre 2012, 75,4 pour cent des droits de vote et 55,6 pour cent des titres de participation de Pargesa; Pargesa détenait elle-même à cette date 52,0 pour cent des droits de vote et 50,0 pour cent des titres de participation de GBL. L'entente avait pour objet d'établir et de maintenir la parité

entre le contrôle du groupe Power et celui du Groupe Frère dans Pargesa, GBL (et Parfinance S.A., à cette époque) et leurs filiales respectives désignées. Chaque groupe s'est engagé à ne pas acquérir, détenir ou aliéner d'autres participations, directement ou indirectement, dans les sociétés en cause (sauf par l'entremise de Parjointco), et chacun a consenti à l'autre groupe, sous réserve de certaines restrictions, pour la période de cinq ans suivant la fin de l'entente, un droit de préemption sur les participations dans Pargesa et dans GBL qu'il envisagerait d'aliéner. L'entente initiale, signée en 1990, avait une durée de 11 ans, sous réserve de prolongations possibles. Elle stipule que la chaîne de contrôle sur la société de holding détenue en propriété conjointe doit être maintenue jusqu'au groupe ultime d'actionnaires. Le 24 septembre 1996, la durée de cette entente a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2014 et, le 17 décembre 2012, la durée de l'entente a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2029 avec une disposition permettant une nouvelle prolongation possible de l'entente.

En cas de défaut, les groupes doivent se soumettre à un pré-arbitrage; en cas d'échec, ils vont en arbitrage. Sous réserve des résultats de l'arbitrage, le groupe non défaillant peut se prévaloir de la première des options suivantes ou des deux : a) liquidation de la société de holding détenue en propriété conjointe constituée pour détenir les participations respectives dans Pargesa et GBL, et résiliation de l'entente; b) acquisition des participations dans Pargesa que le groupe défaillant détient ou qu'il acquiert à la liquidation de la société de holding détenue en propriété conjointe, à la valeur marchande des actions comportant droit de vote de Pargesa au moment de la sentence arbitrale et au prix d'émission de tout autre titre de Pargesa.

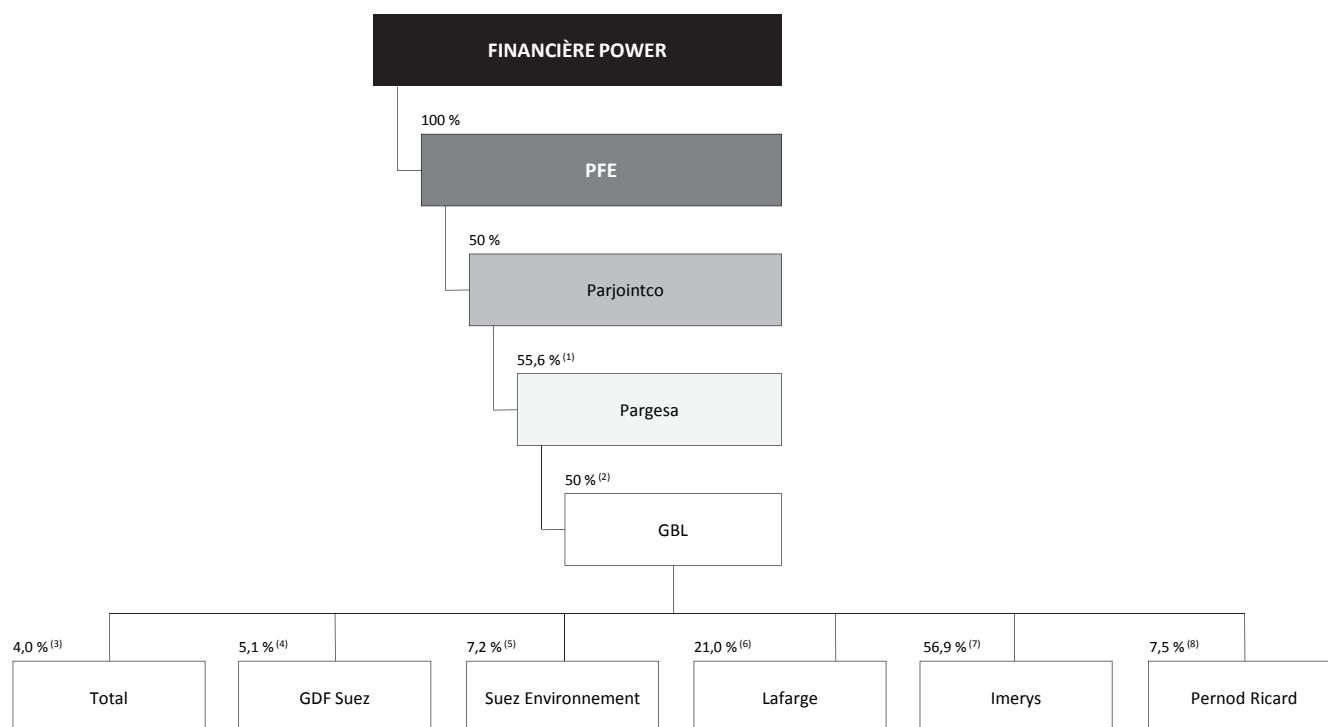
Le groupe Pargesa détient actuellement des participations importantes dans un nombre limité de grandes sociétés européennes. Ces participations sont détenues par l'intermédiaire de GBL, société de portefeuille belge membre du groupe de Pargesa, telles qu'elles sont indiquées à l'organigramme de la page 13. Au 31 décembre 2012, les fonds propres de Pargesa s'établissaient à 7,8 G\$ (7,2 G FS)⁽¹⁾. Les renseignements touchant Pargesa qui sont donnés dans les présentes sont tirés des états financiers de Pargesa.

La Financière Power comptabilise l'investissement dans Parjointco selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation étant donné que la Société exerce un contrôle conjoint sur ses activités, et Pargesa est, à son tour, consolidée dans les états financiers de Parjointco. Comme il est décrit ci-dessus, le portefeuille de Pargesa est actuellement composé principalement de placements dans Imerys, Lafarge, Total, GDF Suez, Suez Environnement et Pernod Ricard, qui sont détenus par l'intermédiaire de GBL. Les états financiers de GBL sont consolidés dans les états financiers de Pargesa. GBL consolide son investissement dans Imerys et comptabilise son investissement dans Lafarge selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation. La contribution de GDF Suez, de Suez Environnement, de Total et de Pernod Ricard au bénéfice net de GBL est composée des dividendes reçus de ces sociétés.

La contribution au bénéfice de la Financière Power est fondée sur la présentation économique des résultats utilisée par Pargesa (méthode de l'imputation à l'exercice). Aux termes de cette méthode, Pargesa présente séparément le « bénéfice d'exploitation » et le « bénéfice hors exploitation ». La part proportionnelle revenant à la Financière Power du bénéfice hors exploitation de Pargesa, après les ajustements ou les reclassements au besoin, figure au poste « quote-part du bénéfice (de la perte) de la participation dans une entreprise contrôlée conjointement » des états financiers consolidés de la Société.

⁽¹⁾ Les renseignements présentés dans cette section sont fondés sur les taux de change en vigueur pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011.

L'organigramme qui suit présente la structure du groupe Pargesa et comprend les principales participations directes et indirectes au 31 décembre 2012.



Les pourcentages montrent les titres de participation détenus par les filiales et les membres du groupe de Pargesa. De plus amples détails sur les participations sont présentés à la page 14.

- (1) 75,4 pour cent des droits de vote
- (2) 52,0 pour cent des droits de vote
- (3) 3,7 pour cent des droits de vote
- (4) 5,1 pour cent des droits de vote
- (5) 7,2 pour cent des droits de vote
- (6) 27,4 pour cent des droits de vote
- (7) 66,2 pour cent des droits de vote
- (8) 6,9 pour cent des droits de vote

Tableau des participations du groupe Pargesa en date du 31 décembre 2012 :

Société	Territoire de constitution	Participation réelle détenue par Pargesa Holding SA (en pourcentage)	Participations cumulatives détenues par les sociétés du groupe Pargesa (en pourcentage)	Droits de vote cumulatifs détenus par les sociétés du groupe Pargesa (en pourcentage)
GBL	Belgique	50,0	50,0	52,0
Total	France	2,0	4,0	3,7
GDF Suez	France	2,6	5,1	5,1
Suez Environnement	France	3,6	7,2	7,2
Lafarge	France	10,5	21,0	27,4
Imerys	France	28,5	56,9	66,2
Pernod Ricard	France	3,8	7,5	6,9

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU GROUPE PARGESA^{(1) (2)}

Aux 31 décembre et pour les exercices clos à ces dates

(en millions, sauf les montants par action)

	2012 FS	\$	2011 FS	\$
Apport des principales participations				
Consolidation intégrale (Imerys) et comptabilisée à la valeur de consolidation (Lafarge)				
Imerys	111	118	122	136
Lafarge	101	108	56	63
Non consolidées (dividendes nets)				
Total	126	134	164	183
GDF Suez	110	117	114	128
Suez Environnement	14	15	15	17
Pernod Ricard	20	21	24	27
	482	513	495	554
Apport des autres participations	(1)	(1)	(1)	(2)
Autre bénéfice (perte) opérationnel des sociétés de holding ⁽³⁾	(122)	(130)	(151)	(169)
Bénéfice opérationnel ⁽³⁾	359	382	343	383
Bénéfice opérationnel par action au porteur ⁽³⁾	4,24	4,52	4,05	4,53
Bénéfice (perte) hors exploitation ⁽³⁾	59	63	(408)	(456)
Bénéfice net (perte nette)	418	446	(65)	(73)
Bénéfice (perte) par action au porteur	4,94	5,27	(0,77)	(0,86)

(1) Selon les taux suivants de conversion des devises FS/\$ CA en vigueur pour chaque exercice :

	Taux moyen	Taux à la clôture
2012	1,0662	1,0867
2011	1,1187	1,0846

- (2) Montants tirés de l'analyse économique du bénéfice net publiée par Pargesa (conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »)) convertis en dollars canadiens aux taux de change moyens. La part proportionnelle revenant à la Financière Power du bénéfice d'exploitation et du bénéfice hors exploitation publiés par Pargesa peut être assujettie à des redressements et à des reclassements, au besoin.
- (3) Le bénéfice opérationnel, le bénéfice hors exploitation et le bénéfice opérationnel par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS qui n'ont pas de signification normalisée et qui pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres entités. Pour une discussion de l'utilisation faite par la Société de mesures financières non conformes aux IFRS, veuillez vous reporter à la rubrique intitulée « Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables » du rapport de gestion de la Financière Power daté du 13 mars 2013.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DE PARGESA – SOMMAIRE BIENNAL

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2012	2011
Revenu tiré des participations ⁽¹⁾	513	554
Autre bénéfice (perte) opérationnel des sociétés de holding ⁽²⁾	(130)	(169)
Bénéfice (perte) hors exploitation ⁽²⁾⁽³⁾	63	(456)
Bénéfice net (perte nette)	446	(73)
Dividendes déclarés ⁽⁴⁾	236	236
Bénéfice (perte) par action au porteur	5,27	(0,86)
Total de l'actif ⁽⁵⁾	23 849	25 145
Dette à long terme, incluant la partie à court terme ⁽⁶⁾	1 151	1 334
Capitaux propres consolidés (excluant les participations minoritaires)	7 863	8 115

- (1) Inclut l'apport des autres participations – se reporter à la rubrique « Points saillants financiers du groupe Pargesa » ci-dessus.
- (2) Le bénéfice opérationnel, le bénéfice hors exploitation et le bénéfice opérationnel par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS qui n'ont pas de signification normalisée et qui pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres entités. Pour une discussion de l'utilisation faite par la Société de mesures financières non conformes aux IFRS, veuillez vous reporter à la rubrique intitulée « Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables » du rapport de gestion de la Financière Power daté du 13 mars 2013.
- (3) Y compris le bénéfice hors exploitation tiré des sociétés en exploitation consolidé et comptabilisé à la valeur de consolidation et correspondant à une charge de 51 M\$ en 2012 (un profit de 18 M\$ en 2011).
- (4) Les dividendes déclarés pour 2012 seront approuvés à l'assemblée générale annuelle de 2013 de Pargesa qui aura lieu le 8 mai 2013. S'ils étaient approuvés, les dividendes déclarés s'élèveraient à 217,5 M FS, soit le même montant que pour l'exercice précédent. Ces montants sont convertis en dollars canadiens selon les taux de conversion des devises en vigueur à la fin de l'exercice.
- (5) Y compris une position d'encaisse positive de 759 M\$ détenue par Pargesa au 31 décembre 2012 (988 M\$ au 31 décembre 2011).
- (6) Représente uniquement l'endettement de Pargesa et de ses filiales en propriété exclusive. Représente, en 2012, la valeur comptable des obligations convertibles en circulation émises par Pargesa en mars 2006 et en juin 2007 (dont une tranche de 469 M\$ échéant en 2013), en plus des 158 M\$ d'obligations émises en 2010, tel que l'indique le bilan de Pargesa. De plus, au 31 décembre 2012, Pargesa et ses filiales en propriété exclusive disposaient de marges de crédit bancaire de 268 M\$ (269 M\$ au 31 décembre 2011). La plupart de ces marges de crédit viendront à échéance en 2015.

Les données financières qui précèdent sont préparées selon les taux suivants de conversion des devises FS/\$ CA en vigueur pour chacun des exercices :

	Taux moyen	Taux à la clôture
2012	1,0662	1,0867
2011	1,1187	1,0846

PARGESA – DESCRIPTION DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

GBL est une société de portefeuille dont le siège social est situé à Bruxelles, en Belgique. Ses principaux placements sont une participation dans Lafarge (ciment, granulats et béton), Imerys (spécialités minérales pour l'industrie), Total (pétrole, gaz et énergies complémentaires), GDF Suez (électricité, gaz naturel et énergie et environnement), Suez Environnement (services de gestion de l'eau et des déchets) et Pernod Ricard (vins et spiritueux). Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la partie D du rapport de gestion de la Financière Power (daté du 13 mars 2013) portant sur Pargesa.

LAFARGE

Présente dans plus de 64 pays, Lafarge occupe des positions de premier plan dans ses deux unités d'exploitation : Ciment et Granulats et Béton.

L'année 2012 a été marquée par une croissance du chiffre d'affaires et des résultats d'exploitation, sous l'impulsion d'une combinaison de prix à la hausse en réponse à une inflation des coûts, de mesures d'économies et de l'effet favorable des taux de change.

Les volumes des ventes de ciment ont diminué en 2012, situation principalement attribuable au ralentissement du secteur de la construction en Europe, à la hausse de l'offre locale en Égypte, à la situation politique en Syrie et à l'incidence des dessaisissements américains. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une croissance intérieure en Asie, en Amérique latine et dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Les volumes des ventes des granulats de Lafarge ont diminué en 2012, reflétant principalement une baisse de l'activité de

construction en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est. Les volumes de béton, qui ont été touchés par la vente d'actifs prêts à l'emploi américains en 2012, ont également diminué. Globalement, les volumes des ventes de béton de Lafarge prêt à l'emploi ont diminué, tandis que les volumes en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Afrique ont augmenté.

IMERYS

Imerys est un leader mondial des minéraux spécialisés. Imerys valorise une gamme unique de minéraux pour apporter des fonctionnalités essentielles (résistance thermique et mécanique, conductivité, pouvoir couvrant, effet barrière, etc.) aux produits et procédés de production de ses clients.

En 2012, les produits des activités ordinaires d'Imerys ont augmenté de 5,7 pour cent comparativement à 2011, situation principalement attribuable au regroupement du Groupe Luzenac, acquis le 1^{er} août 2011, à l'acquisition de Itatex Mineral Specialties (société brésilienne qui conçoit et met en marché du kaolin et des spécialités à base d'argile pour les peintures, les polymères et les caoutchoucs) et à une incidence positive des taux de change. Les prix des produits, qui se sont de nouveau améliorés cette année, combinés au lancement de nouveaux produits, ont continué à avoir une incidence positive dans chaque groupe commercial d'Imerys. Pendant le deuxième trimestre de 2012, les activités européennes d'Imerys relatives aux secteurs de la construction et du matériel industriel ont été touchées par la récession dans cette région. Certaines activités, par exemple les réfractaires monolithiques, n'ont pas été touchées avant le milieu du troisième trimestre. Par ailleurs, les divisions exposées aux secteurs de la construction aux États-Unis ont affiché de meilleurs résultats.

TOTAL

Issu des fusions successives de Total, PetroFina et Elf Aquitaine, Total est l'un des premiers groupes pétroliers et gaziers internationaux ainsi qu'un important exploitant de produits chimiques. Ses activités s'exercent dans plus de 130 pays et couvrent toute la chaîne de l'industrie pétrolière, depuis l'amont – exploration, mise en valeur et production pétrolière et gazière – jusqu'à l'aval – raffinage et distribution des produits pétroliers et commerce international de pétrole brut et de produits raffinés. Total fabrique des produits chimiques de base et spécialisés et est par ailleurs engagé dans le développement des énergies renouvelables.

En 2012, la production d'hydrocarbures de Total a diminué comparativement à 2011. La diminution a été principalement due aux effets défavorables de la fuite de gaz survenue à la plate-forme Elgin dans la Mer du Nord britannique, à l'incident survenu dans le champ gazier d'Ibewa au Nigeria, aux interruptions dues aux conditions de sécurité au Yémen, à l'arrêt de la production en Syrie et à l'incidence des prix des hydrocarbures sur les droits à production. Les effets positifs liés aux démarrages et à la croissance des nouveaux projets et aux changements favorables, consistant essentiellement dans la hausse de la participation dans OAO Novatek (plus important producteur indépendant de gaz naturel de Russie), de la vente de la participation de Total dans Compania Espanola de Petroleos SA (« CEPSA ») et de la vente d'actifs au Royaume-Uni, en France, au Nigeria et au Cameroun, n'ont pas suffi à compenser les effets défavorables des facteurs mentionnés antérieurement.

En 2012, les volumes raffinés ont diminué comparativement à 2011, principalement par suite des effets de la vente de la participation de Total dans CEPSA, à la fin de juillet 2011, et à la fermeture de la raffinerie de Rome à la fin du troisième trimestre de 2012. À l'exclusion de ces effets, les volumes se sont accrus par suite de la hausse de la disponibilité des raffineries de Total.

GDF SUEZ

GDF Suez axe ses activités sur la production d'électricité et de chaleur, la négociation, le transport, la distribution de l'électricité et du gaz naturel et liquéfié ainsi que les services énergétiques et industriels. La stratégie de GDF Suez dans le secteur de l'énergie est axée sur le renforcement des positions en Europe à partir du socle domestique (France et Benelux) et sur un développement sélectif à l'échelle internationale des positions existantes.

En juin 2012, GDF Suez a acquis les actions restantes de International Power plc, dans le cadre de sa stratégie visant à accélérer le développement dans des marchés en forte croissance et à simplifier la structure du groupe. Par cette acquisition, GDF Suez a pénétré de nouveaux marchés tels que le Koweït, au moyen d'un projet de

centrale au gaz naturel à cycle combiné de 1 500 MW et de l'usine de dessalement connexe et, plus récemment, au Maroc, au moyen d'un projet de parc éolien de 300 MW de Tarfaya.

GDF Suez a mis en service au total 6,2 GW de capacité en 2012, dont 90 pour cent dans des marchés en forte croissance, notamment les mises en service de centrales de Paiton, en Indonésie, de Gheco One, en Thaïlande, d'Estreito, au Brésil, de Chilca Uno, au Pérou, et de Al Dur, au Bahreïn.

En tout, 40 pour cent de la capacité installée de GDF Suez est déjà située dans des marchés en forte croissance, où les besoins en énergie sont immenses, et 80 pour cent de la capacité de 10 000 MW actuellement en construction est également située dans ces régions.

GDF a renforcé son leadership dans le marché mondial du gaz naturel liquéfié en 2012, par la signature de nouveaux contrats avec des opérateurs en Asie (Inde, Thaïlande et Corée du Sud) pour un total de 2,6 millions de tonnes métriques à livrer entre 2012 et 2014.

SUEZ ENVIRONNEMENT

Suez Environnement intègre les métiers de l'eau et de la gestion des déchets. Dans le secteur de l'eau, Suez Environnement assure la conception et la gestion de systèmes pour produire et distribuer de l'eau potable et pour traiter les eaux usées, exerce des activités d'ingénierie et fournit aux industriels une large gamme de services. Dans le secteur de la gestion des déchets, Suez Environnement se livre à la gestion (collecte, tri, recyclage, traitement, valorisation et stockage) des déchets industriels et domestiques.

Suez Environnement a poursuivi sa stratégie de croissance en 2012. Dans le secteur de l'eau en Europe, Suez Environnement a continué à s'appuyer sur une forte activité commerciale en France et en Espagne et continué de tirer parti d'augmentations de prix et du développement de ses nouvelles activités. En France, la filiale de Suez Environnement, Lyonnaise des Eaux, a réussi à renouveler la quasi-totalité de ses contrats. En Espagne, les contrats d'Aguas de Barcelona, membre du groupe de Suez Environnement, demeurent des contrats à longue durée, atteignant en moyenne 19 ans. Dans le secteur des déchets en Europe, en dépit d'un contexte économique difficile, Suez Environnement a pu tirer parti de sa position sur l'ensemble de la chaîne de valeurs des déchets, plus précisément dans le marché de la récupération, où les volumes ont augmenté durant l'année. Suez Environnement profite du développement d'unités de récupération, qui dure depuis plusieurs années. En 2012, Suez Environnement a généré 31 pour cent de ses produits des activités ordinaires hors de l'Europe, comparativement à 29 pour cent en 2011.

PERNOD RICARD

Depuis la création de Pernod Ricard en 1975, une importante croissance interne et de nombreuses acquisitions, notamment celle de Seagram en 2001, celle d'Allied Domecq en 2005 et celle de Vin & Sprit en 2008, ont permis à la société de devenir co-chef de file au monde en matière de vins et spiritueux. Largement implanté sur tous les continents avec un bon positionnement dans des pays émergents d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud, le groupe produit et distribue une gamme de vins et spiritueux répartie en 15 marques clés, marques locales leaders sur leurs marchés et un grand nombre de marques régionales.

Pernod Ricard a affiché une croissance interne positive au cours du deuxième trimestre de 2012, avec une croissance dynamique continue dans les marchés émergents. Dans les marchés matures, le rendement a été contrasté, les États-Unis affichant une croissance et la France, une diminution marquée, due à la constitution de stocks, à la fin de 2011, en prévision de la hausse de la taxe d'accise sur les spiritueux qui a pris effet le 1^{er} janvier 2012. Le chiffre d'affaires dans le reste de l'Europe a affiché une diminution légère comparativement à 2011.

Les 14 meilleures marques de Pernod Ricard ont affiché une augmentation interne de 4 pour cent de valeur en 2012.

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans les titres de même que dans les activités de la Société comporte certains risques inhérents, dont les suivants et d'autres qui sont présentés ailleurs dans la présente notice annuelle, que l'investisseur est invité à étudier attentivement avant d'investir dans des titres de la Société. Cette description des risques ne comprend pas tous les risques possibles et il pourrait exister d'autres risques dont la Société n'est pas au courant actuellement.

La Financière Power est une société de portefeuille qui détient des participations importantes dans le secteur des services financiers par l'entremise de ses blocs de contrôle dans Lifeco et dans la Financière IGM. Par conséquent, les personnes qui investissent dans la Financière Power sont exposées aux risques attribuables à ses filiales, y compris ceux auxquels est exposée la Financière Power à titre d'actionnaire principal de Lifeco et de la Financière IGM. Les risques associés au fait d'investir dans Lifeco sont décrits dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » de la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013 et on renvoie également le lecteur aux risques associés au fait d'investir dans la Financière IGM figurant au dernier paragraphe de la rubrique intitulée « Évolution de l'entreprise au cours des trois derniers exercices » de la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013, rubrique et renvois supplémentaires, dans le cas de Lifeco, et paragraphe, dans le cas de la Financière IGM, qui sont intégrés aux présentes par renvoi.

La capacité de la Financière Power, à titre de société de portefeuille, à payer des intérêts, à acquitter d'autres frais d'exploitation et à verser des dividendes, à faire face à ses engagements ainsi qu'à tirer parti d'occasions d'amélioration qui se présentent ou qui seront souhaitables dans l'avenir ou à faire des acquisitions, dépend généralement de la capacité de ses principales filiales et autres placements à lui verser des dividendes suffisants ainsi que de sa capacité à obtenir du capital additionnel. La probabilité que les actionnaires de la Financière Power reçoivent des dividendes dépendra de la performance d'exploitation, de la rentabilité, de la situation financière et de la solvabilité des principales filiales de la Financière Power ainsi que de leur capacité à payer des dividendes à la Financière Power. Le paiement d'intérêts et le versement de dividendes par certaines de ces principales filiales à la Financière Power sont également assujettis à des restrictions stipulées par les lois et les règlements sur les assurances, sur les valeurs mobilières et sur les sociétés qui exigent de ces sociétés qu'elles respectent certaines normes quant à leur solvabilité et à leur capitalisation. Si la Financière Power a besoin de financement supplémentaire, sa capacité à en trouver dans l'avenir dépendra en partie de la conjoncture observée sur le marché ainsi que du rendement des affaires de la Financière Power et de ses filiales. Au cours des dernières années, la situation financière mondiale et les événements observés sur les marchés ont connu une volatilité accrue et entraîné le resserrement du crédit qui s'est traduit par une baisse des liquidités disponibles et de l'activité économique dans son ensemble. Rien ne garantit que les financements par emprunt ou par actions seront disponibles ou que, joints aux fonds générés à l'interne, ils seront suffisants pour atteindre les objectifs ou satisfaire aux exigences de la Financière Power ou, s'ils sont disponibles, qu'ils seront obtenus à des conditions acceptables pour la Financière Power. Si la Financière Power était incapable de réunir suffisamment de capitaux à des conditions acceptables, ses activités, ses perspectives, sa capacité à verser des dividendes, sa situation financière, et ses occasions d'amélioration ou ses acquisitions pourraient en subir d'importantes conséquences.

Le cours du marché des titres de la Financière Power peut être volatil et connaître des fluctuations importantes en raison de nombreux facteurs dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Financière Power. Les conditions économiques peuvent avoir un effet défavorable sur la Financière Power, notamment les fluctuations des taux de change, du taux d'inflation et des taux d'intérêt ainsi que les politiques monétaires, les investissements des entreprises et la santé des marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis et en Europe. Au cours des dernières années, les marchés des capitaux ont connu d'importantes fluctuations des cours et des volumes, qui ont particulièrement touché les cours des titres de participation détenus par la Société et ses filiales et qui n'ont pas toujours été liées à la performance d'exploitation, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives des sociétés en question. De plus, ces facteurs, de même que d'autres facteurs connexes, peuvent donner lieu à une baisse de la valeur des actifs qui est considérée comme importante ou prolongée, ce qui pourrait se traduire par des pertes résultant d'une moins-value. Lors de périodes de volatilité accrue et de remous sur les marchés, les activités des filiales de la Financière Power pourraient être touchées de façon défavorable et le cours de négociation des titres de la Financière Power pourrait en subir les conséquences.

DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS

GÉNÉRALITÉS

Le capital autorisé de la Financière Power est composé d'un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang (les « actions privilégiées de premier rang »), d'un nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang (les « actions privilégiées de deuxième rang ») et d'un nombre illimité d'actions ordinaires (les « actions ordinaires »). Au 28 février 2013, il y avait 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang émises et en circulation désignées comme des actions privilégiées de premier rang, rachetables, à dividende cumulatif, série A (les « actions privilégiées de premier rang, série A »), 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,50 pour cent, série D (les « actions privilégiées de premier rang, série D »), 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,25 pour cent, série E (les « actions privilégiées de premier rang, série E »), 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 pour cent, série F (les « actions privilégiées de premier rang, série F »), 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,75 pour cent, série H (les « actions privilégiées de premier rang, série H »), 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 6,00 pour cent, série I (les « actions privilégiées de premier rang, série I »), 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 4,95 pour cent, série K (les « actions privilégiées de premier rang, série K »), 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,10 pour cent, série L (les « actions privilégiées de premier rang, série L »), 7 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,00 pour cent, série M (les « actions privilégiées de premier rang, série M »), 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,80 pour cent, série O (les « actions privilégiées de premier rang, série O »), 11 200 000 actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 4,40 pour cent, série P (les « actions privilégiées de premier rang, série P ») 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,50 pour cent, série R (les « actions privilégiées de premier rang, série R »); 12 000 000 d'actions privilégiées de premier rang désignées comme des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 4,80 pour cent, série S (les « actions privilégiées de premier rang, série S »); et 709 487 780 actions ordinaires. Il n'y a pas d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série N (les « actions privilégiées de premier rang, série N »), ni d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série Q (les « actions privilégiées de premier rang, série Q »), ni d'actions privilégiées de deuxième rang en circulation.

Les dividendes sur les actions ordinaires, sur les actions privilégiées de premier rang et sur les actions privilégiées de second rang ne sont payables que s'ils sont déclarés par le conseil d'administration.

ACTIONS ORDINAIRES

Chaque action ordinaire accorde à son porteur une voix à toutes les assemblées des actionnaires (à l'exclusion des assemblées réservées exclusivement à d'autres catégories ou séries d'actions) et, sous réserve des droits des porteurs d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de deuxième rang, accorde le droit de recevoir tout dividende sur cette action et de participer de manière égale avec tous les autres porteurs d'actions ordinaires au reliquat des biens de la Financière Power à la dissolution volontaire ou forcée. Aucun droit de conversion, droit spécial en cas de liquidation, droit préférentiel de souscription ou droit de souscription n'est rattaché aux actions ordinaires.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG

Les actions privilégiées de premier rang peuvent être émises en une ou plusieurs séries et comportent les droits, privilèges, restrictions et conditions que le conseil d'administration désigne. Pour ce qui est du versement de dividendes et de la distribution de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Financière Power ou d'une autre distribution de l'actif de la Financière Power entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les actions privilégiées de premier rang de chaque série ont un rang égal aux actions privilégiées de premier rang de chaque autre série et un rang supérieur aux actions privilégiées de deuxième rang, aux actions ordinaires et à toutes autres actions de rang inférieur aux actions privilégiées de premier rang. Les porteurs d'actions privilégiées de premier rang d'une série n'ont pas le droit de recevoir un avis de convocation à une assemblée d'actionnaires ou des actionnaires de cette série, d'y assister ou d'y voter, sauf conformément aux exigences de la loi ou à ce qui est expressément prévu dans les dispositions relatives aux actions privilégiées de premier rang de cette série.

En cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Financière Power ou d'une autre distribution de l'actif de la Financière Power entre ses actionnaires aux fins de liquider, volontairement ou non, ses affaires, sous réserve du règlement antérieur des réclamations de tous les créanciers de la Financière Power et des porteurs d'actions de la Financière Power de rang supérieur aux actions privilégiées de premier rang, les porteurs des actions privilégiées de premier rang ont le droit de recevoir la somme de 25,00 \$ par action privilégiée de premier rang, majorée des dividendes déclarés et non versés, avant qu'une somme ne soit versée ou que des biens de la Financière Power ne soient distribués aux porteurs d'actions ordinaires ou d'actions de toute autre catégorie de la Financière Power de rang inférieur aux actions privilégiées de premier rang.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE A

Les actions privilégiées de premier rang, série A ont un rang égal à toutes autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende flottant cumulatif, payable trimestriellement, correspondant à un quart de 70 pour cent du Taux préférentiel. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série A depuis le 15 novembre 1991 à 25,00 \$ par action majorés des dividendes déclarés et non versés. Le « Taux préférentiel » désigne, pour toute période de dividende trimestriel, la moyenne arithmétique des taux d'intérêt préférentiel affichés par deux banques de référence en vigueur chaque jour pendant la période de trois mois qui prend fin le dernier jour du mois civil précédant immédiatement la date de versement des dividendes applicable à l'égard de laquelle le calcul est fait et le « taux d'intérêt préférentiel » est le taux de référence affiché par ces deux banques pour établir les taux d'intérêt sur les prêts commerciaux en dollars canadiens effectués à des emprunteurs commerciaux de premier ordre au Canada.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE D

Les actions privilégiées de premier rang, série D ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 5,50 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a eu le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série D depuis le 31 janvier 2013, en totalité ou en partie, en contrepartie de 25,00 \$ en espèces par action, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE E

Les actions privilégiées de premier rang, série E ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 5,25 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série E depuis le 30 novembre 2006, en totalité ou en partie, en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 novembre 2006, de 25,75 \$ par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 novembre 2007, de 25,50 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 novembre 2008, de 25,25 \$, si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 novembre 2009 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 30 novembre 2010, dans chaque cas, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE F

Les actions privilégiées de premier rang, série F ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 5,90 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série F depuis le 17 juillet 2007, en totalité ou en partie, en contrepartie de 26,00 \$ par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 17 juillet 2007, de 25,75 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 17 juillet 2008, de 25,50 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 17 juillet 2009, de 25,25 \$, si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 17 juillet 2010 et de 25,00 \$ si elles sont rachetées à compter du 17 juillet 2011, dans chaque cas, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE H

Les actions privilégiées de premier rang, série H ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 5,75 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série H depuis le 10 décembre 2007, en totalité ou en partie, en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 10 décembre 2007, de 25,75 \$ par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 10 décembre 2008, de 25,50 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 10 décembre 2009, de 25,25 \$, si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 10 décembre 2010 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 10 décembre 2011, dans chaque cas, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE I

Les actions privilégiées de premier rang, série I ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 6,00 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série I depuis le 30 avril 2008, en totalité ou en partie, en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 avril 2008, de 25,75 \$ par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 avril 2009, de 25,50 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 avril 2010, de 25,25 \$, si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 30 avril 2011 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 30 avril 2012, dans chaque cas, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE K

Les actions privilégiées de premier rang, série K ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 4,95 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série K depuis le 31 octobre 2010, en totalité ou en partie, en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2010, de 25,75 \$ par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2011, de 25,50 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2012, de 25,25 \$, si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2013 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 31 octobre 2014, dans chaque cas, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE L

Les actions privilégiées de premier rang, série L ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 5,10 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série L depuis le 31 octobre 2011, en totalité ou en partie, en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2011, de 25,75 \$ par action si elles

sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2012, de 25,50 \$ si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2013, de 25,25 \$, si elles sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 31 octobre 2014 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 31 octobre 2015, dans chaque cas, majorés des dividendes déclarés et non versés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE M

Les actions privilégiées de premier rang, série M ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif fixe de 6,00 pour cent par année, payable trimestriellement au cours de la période commençant le 28 novembre 2008 et se terminant le 31 janvier 2014, exclusivement. Par la suite, au cours des « périodes de taux fixe ultérieures » (soit, dans le cas de la période de taux fixe ultérieure initiale, la période commençant le 31 janvier 2014, inclusivement, et se terminant le 31 janvier 2019, exclusivement, et, pour chaque période de taux fixe ultérieure suivante, la période commençant le jour qui suit immédiatement la fin de la période de taux fixe ultérieure immédiatement précédente et se terminant le 31 janvier de la cinquième année, exclusivement, par la suite), les actions privilégiées de premier rang, série M ont des dividendes préférentiels non cumulatifs fixes correspondant au produit de 25,00 \$ et du taux d'intérêt qui correspond à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada à la « date de calcul du taux fixe » applicable (soit, pour toute période de taux fixe ultérieure, le 30^e jour qui précède le premier jour de la période de taux fixe ultérieure applicable) majoré de 3,20 pour cent, payables trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série M, en totalité ou en partie, le 31 janvier 2014 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite en contrepartie de 25,00 \$ par action, majorés des dividendes déclarés et non versés, jusqu'à la date fixée pour le rachat. Sous réserve du droit de la Société de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang, série M, les porteurs d'actions privilégiées de premier rang, série M auront le droit, à leur gré, de convertir leurs actions privilégiées de premier rang, série M en actions privilégiées de premier rang, série N, sous réserve de certaines conditions, le 31 janvier 2014 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE N

Les actions privilégiées de premier rang, série N ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et auront un dividende non cumulatif à taux variable par année, payable trimestriellement, dont le montant par action correspond au produit de 25,00 \$ et du « taux de dividende trimestriel variable ». Le taux de dividende trimestriel variable signifie, pour toute « période de taux variable trimestrielle » (soit la période du 31 janvier 2014, inclusivement, au 30 avril 2014, exclusivement, et, par la suite, la période commençant le jour, inclusivement, qui suit immédiatement la fin de la période de taux variable trimestrielle immédiatement précédente et se terminant à la prochaine « date de début du trimestre » suivant, exclusivement (soit le dernier jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année)), le taux d'intérêt correspondant à la somme du taux des bons du Trésor à la « date de calcul du taux variable » applicable (soit, pour toute période de taux variable trimestrielle, le 30^e jour qui précède le premier jour de cette période de taux variable trimestrielle), majoré de 3,20 pour cent. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série N, en totalité ou en partie, à partir du 31 janvier 2014 : (i) en contrepartie de 25,00 \$ par action, majorés des dividendes déclarés et non versés, jusqu'à la date fixée pour le rachat dans le cas des rachats le 31 janvier 2019 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite, ou (ii) en contrepartie de 25,50 \$, majorés des dividendes déclarés et non versés, jusqu'à la date fixée pour le rachat dans le cas des rachats effectués à toute date ultérieure au 31 janvier 2014 qui n'est pas une date à laquelle les actions privilégiées de premier rang, série N peuvent être converties. Sous réserve du droit de la Société de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang, série N, les porteurs d'actions privilégiées de premier rang, série N auront le droit, à leur gré, de convertir leurs actions privilégiées de premier rang, série N en actions privilégiées de premier rang, série M, sous réserve de certaines conditions, le 31 janvier 2019 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE O

Les actions privilégiées de premier rang, série O ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif à taux fixe de 5,80 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série O à

compter du 31 octobre 2014, en totalité ou en partie, pour 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 31 octobre 2014, pour 25,75 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 31 octobre 2015, pour 25,50 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 31 octobre 2016, pour 25,25 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 31 octobre 2017 et pour 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 31 octobre 2018, dans chacun des cas, majorés des dividendes déclarés et impayés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE P

Les actions privilégiées de premier rang, série P ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif à taux fixe de 4,40 pour cent par année, payable trimestriellement au cours de la période commençant le 29 juin 2010 et se terminant le 31 janvier 2016, exclusivement. Par la suite, au cours des « périodes de taux fixe ultérieures » (soit, dans le cas de la période de taux fixe ultérieure initiale, la période commençant le 31 janvier 2016, inclusivement, et se terminant le 31 janvier 2021, exclusivement, et pour chaque période de taux fixe ultérieure suivante, la période commençant le jour qui suit immédiatement la fin de la période de taux fixe ultérieure immédiatement précédente et se terminant le 31 janvier de la cinquième année, exclusivement, par la suite), les actions privilégiées de premier rang, série P ont des dividendes privilégiés non cumulatifs fixes correspondant au produit de 25,00 \$ et du taux d'intérêt égal à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada à la « date de calcul du taux fixe » applicable (soit, pour toute période de taux fixe ultérieure, le 30^e jour qui précède le premier jour de la période de taux fixe ultérieure applicable) et de 1,60 pour cent, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série P en totalité ou en partie à compter du 31 janvier 2016 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite pour 25,00 \$ en espèces par action, majorés des dividendes déclarés et non versés, jusqu'aux dates fixées pour les rachats. Sous réserve du droit de la Société de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang, série P, les porteurs d'actions privilégiées de premier rang, série P auront le droit, à leur gré, de convertir leurs actions privilégiées de premier rang, série P en actions privilégiées de premier rang, série Q, sous réserve de certaines conditions, le 31 janvier 2016 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE Q

Les actions privilégiées de premier rang, série Q ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et auront un dividende non cumulatif à taux variable par année, payable trimestriellement, dont le montant par action correspond au produit de 25,00 \$ et du « taux de dividende trimestriel variable ». Le taux de dividende trimestriel variable signifie, pour toute « période de taux variable trimestrielle » (soit la période du 31 janvier 2016, inclusivement, au 30 avril 2016, exclusivement, et, par la suite, la période commençant le jour, inclusivement, qui suit immédiatement la fin de la période de taux variable trimestrielle immédiatement précédente et se terminant à la prochaine « date de début du trimestre » suivant, exclusivement (soit le dernier jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année)), le taux d'intérêt correspondant à la somme du taux des bons du Trésor à la « date de calcul du taux variable » applicable (soit, pour toute période de taux variable trimestrielle, le 30^e jour qui précède le premier jour de cette période de taux variable trimestrielle) et de 1,60 pour cent. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série Q, en totalité ou en partie à partir du 31 janvier 2016 : (i) en contrepartie de 25,00 \$ par action, majorés des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date fixée pour le rachat dans le cas des rachats le 31 janvier 2021 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite, ou (ii) en contrepartie de 25,50 \$, majorés des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date fixée pour le rachat dans le cas des rachats effectués à toute date ultérieure au 31 janvier 2016 qui n'est pas une date à laquelle les actions privilégiées de premier rang, série Q peuvent être converties. Sous réserve du droit de la Société de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang, série Q, les porteurs d'actions privilégiées de premier rang, série Q auront le droit, à leur gré, de convertir leurs actions privilégiées de premier rang, série Q en actions privilégiées de premier rang, série P, sous réserve de certaines conditions, le 31 janvier 2021 et le 31 janvier tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE R

Les actions privilégiées de premier rang, série R ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif à taux fixe de 5,50 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série R en totalité ou en partie à compter du 30 avril 2017 en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2017, de 25,75 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2018, de 25,50 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2019, de 25,25 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2020 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 30 avril 2021, dans chacun des cas, majorés des dividendes déclarés et impayés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG, SÉRIE S

Les actions privilégiées de premier rang, série S ont un rang égal à toutes les autres actions privilégiées de premier rang et ont un dividende non cumulatif à taux fixe de 4,80 pour cent par année, payable trimestriellement. La Financière Power a le droit de racheter les actions privilégiées de premier rang, série S en totalité ou en partie à compter du 30 avril 2018 en contrepartie de 26,00 \$ en espèces par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2018, de 25,75 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2019, de 25,50 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2020, de 25,25 \$ par action si elles sont rachetées pendant la période de 12 mois commençant le 30 avril 2021 et de 25,00 \$ par action si elles sont rachetées à compter du 30 avril 2022, dans chacun des cas, majorés des dividendes déclarés et impayés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE DEUXIÈME RANG

Les actions privilégiées de deuxième rang peuvent être émises en une ou plusieurs séries et comportent les droits, privilèges, restrictions et conditions que le conseil d'administration désigne. Pour ce qui est du versement de dividendes et de la distribution de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Financière Power ou d'une autre distribution de l'actif de la Financière Power entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les actions privilégiées de deuxième rang de chaque série ont un rang égal aux actions privilégiées de deuxième rang de chaque autre série et un rang supérieur aux actions ordinaires et à toutes autres actions de rang inférieur aux actions privilégiées de deuxième rang. Les porteurs d'actions privilégiées de deuxième rang d'une série n'ont pas le droit de recevoir un avis de convocation à une assemblée de la Financière Power ou de ses actionnaires, d'y assister ou d'y voter, sauf conformément aux exigences de la loi ou à ce qui est expressément prévu dans les dispositions relatives aux actions privilégiées de deuxième rang de cette série.

NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations accordées à la Société et à ses titres en circulation au 22 mars 2013.

	DBRS Limitée (« DBRS »)	Standard & Poor's Ratings Services (« S&P »)
Notation d'émetteur	AA (bas)	A+
Débetures à 6,9 % échéant le 11 mars 2033	AA (bas)	A+
Actions privilégiées :		
à dividende cumulatif	Pfd-1 (bas)	P-1 (bas) à l'échelle canadienne A- à l'échelle mondiale
à dividende non cumulatif	Pfd-1 (bas)	P-1 (bas) à l'échelle canadienne A- à l'échelle mondiale

DBRS a attribué une tendance stable aux notations de la Société et de ses titres en circulation et S&P, une perspective stable.

Les notations de crédit visent à fournir aux investisseurs une évaluation indépendante de la qualité de crédit d'une émission ou d'un émetteur de titres et ne visent pas l'à-propos d'investir dans des titres particuliers pour un investisseur donné. Une notation attribuée à un titre n'est donc pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir le titre et peut faire l'objet d'une révision ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation. La définition de chaque notation fournie ci-dessous provient du site Web respectif des agences de notation.

La Société a versé des honoraires de notation usuels à S&P et à DBRS dans le cadre des notations susmentionnées. En outre, la Société a versé, dans le cours normal des activités, des paiements à l'égard d'autres services que lui ont fournis S&P et DBRS au cours des deux dernières années.

(a) DBRS Limitée

De façon générale, les notations de DBRS sont des avis qui reflètent la solvabilité d'un émetteur, d'un titre ou d'une obligation.

L'analyse en vue de la notation de sociétés par DBRS débute par une évaluation de la solvabilité fondamentale de l'émetteur, qui se reflète dans une notation d'émetteur. Les notations d'émetteurs visent la solvabilité globale de l'émetteur et, contrairement aux notations de titres ou de catégories de titres individuelles, elles sont fondées sur l'entité elle-même, sans qu'il soit tenu compte des titres ou du rang. Les notations qui s'appliquent à des titres réels peuvent être supérieures, inférieures ou égales à la notation d'émetteur pour une entité donnée. DBRS tient compte de considérations supplémentaires lorsqu'elle évalue la qualité de crédit de sociétés de portefeuille.

L'échelle de notation de DBRS pour la dette à long terme procure un avis du risque de défaillance, soit le risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas de ses obligations financières conformément aux conditions auxquelles elles ont été contractées. Les notations sont fondées sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs pertinents pour l'émetteur, et sur le rang relatif des créances.

Les notations attribuées aux titres par DBRS sont des avis fondés sur des mesures prospectives et une analyse quantitative et qualitative de renseignements qui évaluent la capacité et la volonté d'un émetteur de faire des paiements en temps utile sur des obligations en cours (que ce soit de capital, d'intérêt, de dividendes ou de distributions) compte tenu des conditions d'une obligation.

L'échelle de notation de DBRS pour les actions privilégiées est utilisée sur le marché des valeurs mobilières du Canada et sert à donner une indication du risque qu'un emprunteur ne respecte pas intégralement ses obligations dans les délais, tant pour les dividendes que pour le capital. Chaque notation de DBRS est fondée sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs pertinents pour l'entité qui emprunte.

La plupart des catégories de notation sont marquées par les sous-catégories « haut » et « bas ». L'absence de la désignation « haut » ou « bas » indique que la notation se situe dans le milieu de la catégorie. Des tendances accompagnant les notations donnent des indications relativement à l'avis de DBRS sur les perspectives de la notation en question, les tendances tombant dans une des trois catégories suivantes : « positive », « stable » ou « négative ». La tendance accordée à une notation indique la direction que DBRS considère que la notation prend si les tendances se maintiennent ou, dans certains cas, à moins que l'émetteur ne relève les défis qui se présentent à lui. De façon générale, l'avis de DBRS est fondé principalement sur une évaluation de l'entité émettrice elle-même, mais DBRS peut également tenir compte des perspectives de l'industrie ou des industries dans lesquelles l'entité émettrice fait affaire.

DBRS attribue habituellement des notations d'émetteur à long terme, à l'aide de son échelle de notation pour la dette à long terme. DBRS a attribué à la Société la notation d'émetteur de AA (bas). La notation AA (bas) attribuée aux débentures de la Société est la quatrième notation la plus élevée des vingt-six notations utilisées par DBRS pour les titres d'emprunt à long terme. Les titres d'emprunt à long terme notés AA par DBRS ont une qualité de crédit supérieure, et la capacité à l'égard du paiement des obligations financières est considérée élevée. Dans plusieurs cas, ils diffèrent très peu des titres d'emprunt à long terme notés AAA et sont peu susceptibles d'être très vulnérables aux événements futurs.

La notation Pfd-1 (bas) attribuée aux actions privilégiées de la Société correspond à la troisième notation la plus élevée des seize notations utilisées par DBRS pour les actions privilégiées au Canada. Les actions privilégiées qui ont une notation Pfd-1 (bas) ont une qualité de crédit supérieure et elles sont appuyées par des entités ayant un bénéfice net et un bilan solides. La notation Pfd-1 correspond généralement à des sociétés dont les obligations de premier rang ont une notation dans les catégories AAA ou AA.

(b) Standard & Poor's Ratings Services

Une notation de crédit d'émetteur attribuée par S&P est un avis prospectif sur la capacité financière globale d'un débiteur de s'acquitter de ses obligations financières et est axée sur l'aptitude et la volonté du débiteur à honorer ses engagements financiers à mesure qu'ils deviennent exigibles. Elle ne s'applique pas à une obligation financière donnée, puisqu'elle ne tient pas compte de la nature et des dispositions de l'obligation, de sa situation en matière de faillite ou de liquidation, des préférences prévues par la loi ou du caractère légal ou opposable de l'obligation.

Par opposition, une notation d'une émission se rapporte à une obligation financière donnée, à des obligations financières d'une catégorie donnée ou à un programme financier donné. La notation attribuée à une émission donnée peut refléter des ajustements positifs ou négatifs relativement à la notation d'émetteur en ce qui a trait à (i) la présence d'une garantie, (ii) une subordination formelle ou (iii) tout autre facteur qui touche la priorité de paiement, le recouvrement prévu ou la stabilité de crédit de l'émission en question.

Étant donné qu'on ne peut prédire l'avenir, l'attribution de notations de crédit n'est pas une science exacte et, pour cette raison, les avis sur les notations de S&P ne visent pas à constituer des garanties de qualité du crédit ou des mesures exactes de la probabilité qu'un émetteur particulier ou un titre donné ne fera pas défaut. Les notations expriment plutôt des avis relatifs sur la qualité de crédit d'un émetteur ou la qualité de crédit d'une émission donnée, de la plus forte à la plus faible, au sein d'un univers de risque de crédit.

La plupart des notations peuvent être modifiées par l'ajout de plus (+) ou moins (-) afin d'indiquer la position relative à l'intérieur des grandes catégories de lettres de notation. Les perspectives accompagnant une notation de S&P évaluent la direction potentielle d'une note de crédit à long terme sur le moyen terme (habituellement six mois à deux ans). Pour établir les perspectives d'une notation, les modifications des conditions économiques et/ou des conditions commerciales fondamentales sont considérées. Une perspective n'est pas nécessairement un signe précurseur d'une modification de la note ni d'une mesure de surveillance du crédit à l'avenir.

Une notation d'émetteur attribuée par S&P reflète, règle générale, l'aptitude et la volonté de l'émetteur d'honorer ses obligations de rang supérieur non assorties d'une sûreté. S&P a attribué à la Société la notation d'émetteur de A+. La notation A+ attribuée aux débentures de la Société est la cinquième notation la plus élevée des vingt-deux notations utilisées par S&P dans son échelle de notation des créances à long terme. Une débenture à long terme notée A+ est quelque peu plus soumise aux effets défavorables des changements dans les circonstances et les conditions économiques que les obligations dans les catégories plus élevées; toutefois, la capacité du débiteur à respecter ses engagements financiers est toujours forte.

L'échelle de notation canadienne pour les actions privilégiées de S&P est utile aux émetteurs, aux investisseurs et aux intermédiaires sur les marchés financiers canadiens car elle indique les notations attribuées aux actions privilégiées (établies conformément à des critères de notation globaux) sous forme de symboles qui sont utilisés activement sur le marché canadien depuis plusieurs années. Il existe une corrélation directe entre les notations spécifiques assignées sur l'échelle de notation canadienne pour les actions privilégiées et les différents niveaux de notation de l'échelle de notation mondiale de S&P. L'échelle de notation canadienne est entièrement établie par l'échelle de notation mondiale applicable et aucun autre critère d'analyse n'entre dans l'établissement des notations sur l'échelle canadienne. S&P a l'habitude de présenter la notation d'une action privilégiée d'un émetteur tant sur l'échelle mondiale que sur l'échelle canadienne lorsqu'elle indique les notations d'un émetteur donné.

La notation P-1 (bas) accordée aux actions privilégiées de la Société sur l'échelle de notation canadienne pour les actions privilégiées de S&P correspond à la notation A- sur l'échelle de notation mondiale pour les actions privilégiées de S&P. La notation P-1 (bas) correspond à la troisième notation la plus élevée des dix-huit notations utilisées par S&P dans son échelle de notation canadienne pour les actions privilégiées et la notation A- occupe le cinquième rang des vingt notations utilisées par S&P dans son échelle de notation mondiale pour les actions privilégiées. Une notation de A- pour une action privilégiée indique que la capacité du débiteur d'honorer ses engagements financiers sur l'obligation est solide, mais qu'elle est un peu plus sensible aux incidences défavorables des changements de circonstances et des conditions économiques que celles des catégories ayant une notation plus élevée.

DIVIDENDES

Les dividendes en espèces déclarés par action pour chaque catégorie d'actions de la Société en circulation au 31 décembre 2012 ont été les suivants :

	2012 (en dollars)	2011 (en dollars)	2010 (en dollars)
Actions ordinaires (PWF)	1,4000	1,4000	1,4000
Actions privilégiées de premier rang, série A (PWF.PR.A)	0,5250	0,5250	0,452376
Actions privilégiées de premier rang, série D (PWF.PR.E)	1,3750	1,3750	1,3750
Actions privilégiées de premier rang, série E (PWF.PR.F)	1,3125	1,3125	1,3125
Actions privilégiées de premier rang, série F (PWF.PR.G)	1,4750	1,4750	1,4750
Actions privilégiées de premier rang, série H (PWF.PR.H)	1,4375	1,4375	1,4375
Actions privilégiées de premier rang, série I (PWF.PR.I)	1,5000	1,5000	1,5000
Actions privilégiées de premier rang, série K (PWF.PR.K)	1,2375	1,2375	1,2375
Actions privilégiées de premier rang, série L (PWF.PR.L)	1,2750	1,2750	1,2750
Actions privilégiées de premier rang, série M (PWF.PR.M)	1,5000	1,5000	1,5000
Actions privilégiées de premier rang, série O (PWF.PR.O)	1,4500	1,4500	1,4500
Actions privilégiées de premier rang, série P (PWF.PR.P) ⁽¹⁾	1,1000	1,1000	0,6487
Actions privilégiées de premier rang, série R (PWF.PR.R) ⁽²⁾	1,28365	-	-

(1) Un dividende initial de 0,3737 \$ a été déclaré le 6 août 2010. Par la suite, des dividendes trimestriels de 0,2750 \$ par action ont été déclarés en novembre 2010 et en mars, en mai, en août et en novembre 2011 et 2012, respectivement.

(2) Un dividende initial de 0,2524 \$ par action a été déclaré le 14 mars 2012. Par la suite, des dividendes trimestriels de 0,34375 \$ par action ont été déclarés en mai, en août et en novembre 2012, respectivement.

La Société a pour pratique actuelle de verser trimestriellement des dividendes aux porteurs d'actions ordinaires. Tous les montants et dates futurs de versement des dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Le tableau suivant fournit des renseignements concernant la fourchette des cours et le volume des opérations pour chacune de ces catégories de titres de la Financière Power à la Bourse de Toronto (la « TSX ») pour chaque mois de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Il n'y a actuellement aucune action privilégiée de premier rang, série N et série Q en circulation.

	Actions ordinaires (PWF)	Actions privilégiées de premier rang, série A (PWF.PR.A)	Actions privilégiées de premier rang, série D (PWF.PR.E)	Actions privilégiées de premier rang, série E (PWF.PR.F)	Actions privilégiées de premier rang, série F (PWF.PR.G)	Actions privilégiées de premier rang, série H (PWF.PR.H)	Actions privilégiées de premier rang, série I (PWF.PR.I)
Janvier 2012							
Haut intrajournalier (\$)	27,59	21,35	26,19	25,55	25,74	25,74	26,04
Bas intrajournalier (\$)	24,91	19,40	25,15	24,90	25,33	25,36	25,37
Volume	17 424 467	38 145	61 495	239 329	71 009	60 287	175 838
Février 2012							
Haut intrajournalier (\$)	27,97	22,65	26,09	25,90	25,73	25,79	25,95
Bas intrajournalier (\$)	26,79	20,50	25,11	24,93	25,30	25,29	25,35
Volume	5 615 831	30 399	53 945	264 398	149 537	46 229	336 606
Mars 2012							
Haut intrajournalier (\$)	30,15	23,39	25,60	25,55	25,68	25,79	25,88
Bas intrajournalier (\$)	27,29	20,99	25,19	25,05	25,42	25,37	25,51
Volume	8 344 092	16 078	26 750	147 923	112 146	46 407	69 874
Avril 2012							
Haut intrajournalier (\$)	29,92	24,00	25,49	25,40	25,75	25,78	25,90
Bas intrajournalier (\$)	28,35	22,20	25,06	25,00	25,25	25,18	25,26
Volume	5 676 638	16 994	109 931	194 499	31 144	62 717	102 083
Mai 2012							
Haut intrajournalier (\$)	29,87	23,99	25,46	25,32	25,60	25,63	25,70
Bas intrajournalier (\$)	25,12	22,20	25,06	24,94	25,28	25,20	25,45
Volume	11 619 850	14 613	34 306	66 881	87 380	47 437	361 231
Juin 2012							
Haut intrajournalier (\$)	26,12	22,45	25,63	25,30	25,50	25,50	25,59
Bas intrajournalier (\$)	24,06	21,50	25,12	24,91	25,28	25,25	25,40
Volume	8 888 376	29 286	24 901	82 641	272 735	55 022	138 975
Juillet 2012							
Haut intrajournalier (\$)	26,09	23,49	25,75	25,59	25,58	25,53	25,70
Bas intrajournalier (\$)	24,07	22,00	25,22	25,05	25,14	25,20	25,30
Volume	11 097 356	5 915	29 513	61 424	99 619	50 967	126 020
Août 2012							
Haut intrajournalier (\$)	25,47	22,71	25,74	25,66	25,50	25,44	25,65
Bas intrajournalier (\$)	24,11	21,75	25,27	25,10	25,25	25,28	25,38
Volume	6 653 813	12 667	24 850	41 158	60 304	38 668	203 341
Septembre 2012							
Haut intrajournalier (\$)	26,67	22,30	25,59	25,56	25,60	25,49	25,69
Bas intrajournalier (\$)	24,78	21,50	25,41	25,20	25,35	25,34	25,41
Volume	8 660 249	137 166	16 251	208 326	34 476	94 767	58 898
Octobre 2012							
Haut intrajournalier (\$)	25,81	22,71	25,63	25,60	25,65	25,59	25,65
Bas intrajournalier (\$)	24,81	21,50	25,01	25,00	25,30	25,05	25,30
Volume	7 193 120	235 528	90 001	85 219	64 345	66 737	142 462
Novembre 2012							
Haut intrajournalier (\$)	26,51	22,54	25,59	25,57	25,68	25,58	25,76
Bas intrajournalier (\$)	25,41	21,95	25,22	25,10	25,33	25,30	25,43
Volume	9 710 618	20 186	106 629	46 105	94 847	47 170	37 904
Décembre 2012							
Haut intrajournalier (\$)	27,68	22,36	25,63	25,96	25,66	25,65	25,92
Bas intrajournalier (\$)	26,04	21,74	25,37	25,30	25,33	25,30	25,57
Volume	7 358 501	37 017	47 380	91 192	35 685	61 258	37 733

	Actions privilégiées de premier rang, série K (PWF.PR.K)	Actions privilégiées de premier rang, série L (PWF.PR.L)	Actions privilégiées de premier rang, série M (PWF.PR.M)	Actions privilégiées de premier rang, série O (PWF.PR.O)	Actions privilégiées de premier rang, série P (PWF.PR.P)	Actions privilégiées de premier rang, série R (PWF. PR.R)
Janvier 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,25	25,55	27,04	27,11	26,10	--
Bas intrajournalier (\$)	24,60	25,10	26,30	26,41	25,25	--
Volume	254 886	126 433	34 342	171 102	273 216	--
Février 2012						
Haut intrajournalier (\$)	26,21	26,25	26,94	27,05	26,10	25,63
Bas intrajournalier (\$)	24,11	24,42	26,31	25,95	25,30	24,95
Volume	250 568	251 468	300 662	85 966	225 815	1 458 708
Mars 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,00	25,33	26,73	26,85	26,26	25,93
Bas intrajournalier (\$)	24,25	24,85	26,30	26,12	25,60	25,30
Volume	172 433	132 321	55 495	62 574	112 549	542 227
Avril 2012						
Haut intrajournalier (\$)	24,76	25,35	26,74	26,40	26,31	26,10
Bas intrajournalier (\$)	24,25	24,85	26,11	25,83	25,41	25,50
Volume	161 132	155 785	74 324	67 626	69 274	514 368
Mai 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,20	25,40	26,39	26,55	25,75	26,05
Bas intrajournalier (\$)	24,70	25,06	26,04	26,03	25,20	25,75
Volume	130 726	123 407	315 436	96 361	201 897	256 116
Juin 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,12	25,33	26,33	26,66	25,99	26,39
Bas intrajournalier (\$)	24,57	24,77	26,07	26,10	25,34	25,82
Volume	91 144	51 771	192 963	135 746	95 295	149 184
Juillet 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,25	25,35	26,57	26,75	26,34	26,60
Bas intrajournalier (\$)	24,85	25,00	26,00	26,20	25,52	25,90
Volume	109 674	87 488	114 657	76 327	108 610	430 275
Août 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,38	25,70	26,57	27,00	25,75	26,70
Bas intrajournalier (\$)	24,96	25,35	26,09	26,33	25,42	26,40
Volume	185 157	232 864	99 734	27 019	108 607	100 518
Septembre 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,74	25,84	26,39	26,75	25,57	26,75
Bas intrajournalier (\$)	25,23	25,17	26,10	26,42	25,05	26,49
Volume	43 351	100 128	190 932	38 704	585 058	96 100
Octobre 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,70	25,75	26,45	26,90	25,27	27,00
Bas intrajournalier (\$)	25,02	25,27	25,80	26,28	24,94	26,30
Volume	67 656	63 555	138 505	79 527	474 289	182 845
Novembre 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,47	25,77	26,53	27,09	25,67	27,44
Bas intrajournalier (\$)	25,09	25,27	25,99	26,50	25,10	26,69
Volume	98 711	54 056	28 696	50 704	217 716	195 667
Décembre 2012						
Haut intrajournalier (\$)	25,54	25,88	26,37	26,85	25,84	27,05
Bas intrajournalier (\$)	25,13	25,41	26,02	26,58	25,07	26,55
Volume	71 707	55 945	46 848	28 605	134 305	103 612

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

ADMINISTRATEURS

Le tableau suivant présente le nom, la province ou l'État et le pays de résidence et l'occupation principale de chaque administrateur actuel de la Société.

Nom et province ou État et pays de résidence	Administrateur depuis	Occupation principale
Marc A. Bibeau Québec, Canada	mai 2009	Président et chef de la direction de Les Centres d'achat Beauward Ltée, société fermée qui aménage, loue et exploite des biens immobiliers
André Desmarais Québec, Canada	mai 1988	Co-président du conseil de la Société et un des présidents délégués du conseil, président et co-chef de la direction de Power
L'honorable Paul Desmarais Québec, Canada	février 1966	Président du comité exécutif de Power
Paul Desmarais, jr Québec, Canada	avril 1983	Co-président du conseil de la Société et président du conseil et co-chef de la direction de Power
Gérald Frère Hainaut, Belgique	mai 1990	Administrateur délégué de Frère-Bourgeois S.A., groupe financier
Anthony R. Graham Ontario, Canada	mai 2001	Président et un des administrateurs de Wittington Investments, Limited, société de gestion de placements
Robert Gratton Québec, Canada	décembre 1986	Un des présidents délégués du conseil de Power depuis mai 2008; auparavant, président du conseil de la Société
V. Peter Harder ⁽¹⁾ Ontario, Canada	mai 2009	Conseiller principal en matière de politiques gouvernementales auprès de Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L., cabinet d'avocats
R. Jeffrey Orr Québec, Canada	mai 2005	Président et chef de la direction de la Société
Louise Roy Québec, Canada	mai 2010	Fellow invitée et, depuis 2012, présidente du conseil du CIRANO, le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, chancelière et présidente du conseil de l'Université de Montréal; auparavant, présidente du Conseil des arts de Montréal
Raymond Royer Québec, Canada	décembre 1986	Administrateur de sociétés; auparavant, président et chef de la direction de Domtar Corporation, société du secteur des pâtes et papiers
T. Timothy Ryan, jr ⁽²⁾ New York, États-Unis	mai 2011	Directeur général, chef mondial de la stratégie et de la politique réglementaires pour JPMorgan Chase & Co., société de services financiers mondiale de premier plan, depuis 2013; auparavant, président et chef de la direction de la Securities Industry and Financial Markets Association (SIFMA), association commerciale de premier plan représentant les participants aux marchés des capitaux mondiaux
Emőke J.E. Szathmáry Manitoba, Canada	mai 1999	Présidente émérite de l'Université du Manitoba depuis juillet 2008; auparavant, rectrice et vice-chancelière de l'Université du Manitoba

Tous les administrateurs ont été élus à l'assemblée annuelle des actionnaires tenue le 14 mai 2012 pour un mandat se terminant à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

¹ M. Harder a été administrateur de ARISE Technologies Corporation jusqu'au 24 juin 2011, soit environ six mois avant la date où cet émetteur a déposé un avis d'intention de déposer une proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) et environ neuf mois avant la date à laquelle cet émetteur a été réputé avoir fait une cession en faillite.

² M. Ryan ne sera pas candidat à la réélection à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la Société devant avoir lieu le 14 mai 2013.

DIRIGEANTS AUTRES QUE CEUX MENTIONNÉS PLUS HAUT

Nom et province ou État et pays de résidence	Occupation principale
Raymond L. McFeetors Manitoba, Canada	Un des vice-présidents du conseil de la Société et président du conseil de Lifeco depuis mai 2008; auparavant, président et chef de la direction de Lifeco
Michel Plessis-Bélair Québec, Canada	Un des vice-présidents du conseil depuis mai 2012 et un des vice-présidents du conseil de Power depuis 2008
Henri-Paul Rousseau Québec, Canada	Un des vice-présidents du conseil de la Société et de Power depuis janvier 2009; auparavant, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec
Amaury de Seze Paris, France	Un des vice-présidents du conseil depuis mai 2010; auparavant, un des administrateurs et un des vice-présidents du conseil de Power
Gregory D. Tretiak Manitoba, Canada	Vice-président exécutif et chef des services financiers de la Société et de Power depuis mai 2012; auparavant, vice-président exécutif et chef des services financiers de la Financière IGM
Arnaud Vial Québec, Canada	Premier vice-président de la Société et de Power
Stéphane Lemay Québec, Canada	Vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la Société et de Power depuis août 2012; auparavant, vice-président, avocat-conseil adjoint et secrétaire associé de la Société depuis mai 2009 et de Power depuis 2005
Denis Le Vasseur Québec, Canada	Vice-président et contrôleur de la Société et de Power
Richard Pan Québec, Canada	Vice-président depuis 2008; auparavant, directeur exécutif de Goldman Sachs International (UK) dans le groupe des ressources naturelles à l'échelle mondiale
Luc Reny Québec, Canada	Vice-président depuis 2009 et vice-président de Power depuis 2005
Isabelle Morin Québec, Canada	Trésorière de la Société et de Power

TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE

Le nombre total et le pourcentage de chaque catégorie de titres comportant droit de vote de la Financière Power et de ses filiales dont tous les administrateurs et les dirigeants de Power en tant que groupe⁽¹⁾ sont propriétaires véritables, directement ou indirectement, ou sur lesquels ils exercent un contrôle ou une emprise, sont les suivants au 31 décembre 2012 :

Nom	Nombre d'actions	Pourcentage
Financière Power		
Actions ordinaires	475 946 913	67,12
Lifeco		
Actions ordinaires	3 615 873	0,38
Financière IGM		
Actions ordinaires	306 343	0,12

(1) L'honorable Paul Desmarais et des personnes qui ont un lien avec celui-ci ont la propriété ou le contrôle de 61,1 pour cent des voix se rattachant aux titres comportant droit de vote de Power. À son tour, Power contrôle 66,0 pour cent des actions comportant droit de vote de la Financière Power, qui, à son tour, contrôle, directement ou indirectement, 65,0 pour cent et 62,4 pour cent des actions comportant droit de vote de Lifeco et de la Financière IGM, respectivement. Conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables, les titres de filiales de la Financière Power dont des administrateurs ou des membres de la haute direction, directement ou indirectement, ont la propriété véritable ou le contrôle ou sur lesquelles ils exercent, directement ou indirectement, une emprise en raison de leur propriété de titres de la Financière Power ou l'emprise ou du contrôle qu'ils exercent sur ces titres n'ont pas été inclus dans le tableau. Par conséquent, le tableau ne comprend pas les titres de filiales de la Financière Power (c.-à-d. Lifeco et la Financière IGM) dont, directement ou indirectement, l'honorable Paul Desmarais est propriétaire véritable ou sur lesquels il exerce un contrôle ou une emprise, par sa propriété ou son contrôle de titres de la Financière Power ou l'emprise qu'il exerce sur ceux-ci.

COMITÉS

La LCSA et la législation en valeurs mobilières exigent que la Société ait un comité d'audit. La Société nomme également un comité exécutif, un comité de rémunération, un comité des opérations entre personnes reliées et de révision et un comité de gouvernance et des mises en candidature.

La composition actuelle du comité d'audit est décrite ci-après à la rubrique « Comité d'audit — Composition du comité d'audit ». Les membres actuels du comité exécutif sont André Desmarais, l'honorable Paul Desmarais, Paul Desmarais, jr, R. Jeffrey Orr et Raymond Royer. Les membres actuels du comité de rémunération sont Raymond Royer, Gérald Frère et V. Peter Harder. Les membres actuels du comité des opérations entre personnes reliées et de révision sont V. Peter Harder, Gérald Frère et Raymond Royer. Les membres actuels du comité de gouvernance et des mises en candidature sont André Desmarais, l'honorable Paul Desmarais, Paul Desmarais, jr, Anthony R. Graham et Raymond Royer.

COMITÉ D'AUDIT

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT

Le texte de la chartre du comité d'audit est joint à l'annexe A de la présente notice annuelle.

COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT

Les membres du comité d'audit sont Raymond Royer, Marc A. Bibeau et Emőke J.E. Szathmáry. Chaque membre du comité d'audit est indépendant (au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*) et aucun ne reçoit, directement ou indirectement, de rémunération de la Financière Power, sauf pour les services rendus en qualité de membre du conseil d'administration et des comités de celui-ci. Tous les membres du comité d'audit possèdent des compétences financières (au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*).

FORMATION ET EXPÉRIENCE PERTINENTES DES MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT

Outre la connaissance générale des affaires de chaque membre, la formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit qui sont pertinentes à l'exécution de ses fonctions en qualité de membre du comité d'audit sont indiquées ci-après.

M. Bibeau est président et chef de la direction, depuis 1996, de Les Centres d'achat Beauward ltée, société fermée qui aménage, loue et exploite des biens immobiliers. Auparavant, il a occupé un certain nombre d'autres postes au sein de cette société. M. Bibeau est administrateur de la Financière IGM, du Groupe Investors Inc. et de Mackenzie depuis mai 2009. Il a été auparavant administrateur de Lifeco, de la Great-West, de la London Life, de la CFCV, de la Canada-Vie et de la Crown-Vie jusqu'en mai 2009. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université Bishop. Il est membre du comité d'audit de la Société depuis mai 2009 et est également membre du comité d'audit d'autres sociétés du groupe de la Financière Power, notamment la Financière IGM et Groupe Investors Inc.

M. Royer est administrateur de sociétés. De 1996 à 2008, il a occupé le poste de président et de chef de la direction de Domtar Corporation, société de pâtes et papiers de Montréal. Il était auparavant président et chef de l'exploitation chez Bombardier Inc. Il est titulaire d'un baccalauréat en droit civil, d'une maîtrise en commerce et d'une maîtrise en comptabilité de l'Université de Sherbrooke. Il est fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, membre du Barreau du Québec et membre de l'Association du Barreau canadien. Il est administrateur et président du comité d'audit de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power, notamment Lifeco, la Great-West, la London Life, la CFCV, la Canada-Vie, la Financière Great-West et Putnam. M. Royer est également administrateur de la filiale de journaux de Power, Gesca ltée. Il a été administrateur de Domtar Corporation jusqu'en 2009, de Shell Canada Limitée jusqu'en 2007, de Ballard Power Systems Inc. jusqu'en 2002 et de la Banque Nationale du Canada jusqu'en 2000. Il est membre du conseil de l'Institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill et du Conseil consultatif international de l'École des Hautes études commerciales de Montréal. Il est membre du comité d'audit de la Financière Power depuis mai 1989 et le président de celui-ci depuis juillet 1991.

M^{me} Szathmáry est présidente émérite de l'Université du Manitoba depuis juillet 2008 et professeure des facultés d'anthropologie et de biochimie et médecine génétique. De 1996 à 2008, elle a été rectrice et vice-chancelière de l'Université du Manitoba, membre du conseil des gouverneurs et membre du comité d'audit et du comité des finances de l'administration et des ressources humaines. Dans le cadre de ses fonctions administratives à l'université, elle rendait compte de la supervision et de la communication de l'information financière relativement au budget annuel de l'université y compris le fonds fiduciaire et le fonds de dotation de celle-ci. Elle a également été membre du comité qui est chargé des dotations de l'université et qui surveille les gestionnaires professionnels de ces fonds. Elle a été doyenne et vice-rectrice à l'enseignement de la McMaster University, à Hamilton, et, auparavant, doyenne de la faculté des sciences sociales à la University of Western Ontario, (maintenant la Western University) à London. Elle est membre du comité d'audit de la Société depuis mai 1999. Elle est également administratrice de Power, et est membre du comité d'audit de celle-ci depuis 2002. Elle est administratrice de plusieurs autres sociétés du groupe Power, dont Lifeco, la Great-West, la London Life, la CFCV et la Canada-Vie. Elle siège également au conseil d'administration de l'Institut international du développement durable et de nombreux autres organismes à but non lucratif nationaux et provinciaux voués à l'éducation, à la recherche et à la philanthropie. Elle a reçu le Prix du lieutenant-gouverneur pour l'excellence en administration publique au Manitoba et elle est titulaire de cinq doctorats honorifiques. M^{me} Szathmáry est membre de la Société royale du Canada, de l'Ordre du Canada et de l'Ordre du Manitoba.

POLITIQUES ET PROCÉDURES D'APPROBATION PRÉALABLE

Le comité d'audit a adopté une politique concernant l'approbation préalable de services fournis par les auditeurs externes (la « politique »). La politique énonce les services d'audit qui sont préalablement approuvés par le comité, indique les services non liés à l'audit qui sont interdits et prévoit une liste pré-approuvée de services non liés à l'audit permis. La liste préalablement approuvée de services non liés à l'audit qui sont permis est examinée et préalablement approuvée périodiquement et certains autres services non liés à l'audit doivent être approuvés individuellement par le comité d'audit. La politique exige en outre que les auditeurs indépendants externes (appelés ci-après, l'« auditeur ») mettent en place leurs propres politiques et procédures pour prévoir que les services qui sont interdits ne sont pas fournis et que les services fournis sont préalablement approuvés avant qu'une mission ne soit acceptée.

HONORAIRES DES AUDITEURS

Les honoraires payables par la Financière Power⁽¹⁾ pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 à Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l. et aux membres de son groupe se sont élevés à 1 134 000 \$ et à 1 335 000 \$, respectivement, comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2012	2011
Honoraires d'audit ⁽²⁾	959 000 \$	857 000 \$
Honoraires liés à l'audit	99 000 \$	154 000 \$
Honoraires pour services fiscaux	76 000 \$	324 000 \$
Autres honoraires	Néant	Néant
TOTAL	1 134 000 \$	1 335 000 \$

(1) Les honoraires payables par Lifeco sont décrits à la rubrique intitulée « Renseignements sur le comité d'audit » dans la notice annuelle de Lifeco datée du 7 février 2013, et les honoraires payables par la Financière IGM sont décrits à la rubrique « Comité d'audit » dans la notice annuelle de la Financière IGM datée du 21 mars 2013.

(2) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l. a fourni des services d'audit aux filiales de la Société, à l'exception de Lifeco et de la Financière IGM, en contrepartie d'honoraires supplémentaires de 16 000 \$ (16 000 \$ en 2011).

La nature de chaque catégorie d'honoraires est décrite ci-après.

HONORAIRES D'AUDIT

Les honoraires d'audit ont été versés pour des services professionnels rendus par les auditeurs dans le cadre de l'audit des états financiers annuels de la Financière Power et de ses filiales en propriété exclusive et pour des services rendus dans le cadre de dépôts ou de missions prévus par la loi et les règlements. De plus, les honoraires comprenaient les honoraires pour la traduction de divers documents d'information continue de la Société.

HONORAIRES LIÉS À L'AUDIT

Les honoraires liés à l'audit ont été versés pour des services d'assurance et des services connexes qui sont raisonnablement reliés à l'exécution de l'audit ou de l'examen des états financiers annuels et qui ne sont pas déclarés au poste des honoraires d'audit ci-dessus. Ces services comprenaient surtout d'autres services d'attestation qui ne sont pas exigés par la loi ou les règlements, des services d'aide pour la transition vers les Normes internationales d'information financière et d'autres consultations de comptabilité et de communication de l'information.

HONORAIRES POUR SERVICES FISCAUX

Les honoraires pour services fiscaux ont été versés pour des services liés au respect des obligations fiscales et de l'aide concernant d'autres questions liées à la fiscalité.

PROCÉDURES DE TRAITEMENT DES PLAINTES

Conformément au *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, la Société a établi des procédures concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit. Les personnes qui souhaitent utiliser ces procédures peuvent communiquer avec le vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la Société au 751, square Victoria, Montréal (Québec) H2Y 2J3.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Les titres de la Financière Power peuvent être transférés aux bureaux principaux de son agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres, Services aux investisseurs Computershare Inc., à Toronto et à Montréal.

EXPERTS

L'auditeur de la Financière Power est Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l. Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l. a informé la Société qu'il est indépendant de la Société au sens du Code de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.

RESPONSABILITÉ SOCIALE

Le 14 mars 2012, le conseil d'administration de la Société a adopté un énoncé concernant la responsabilité sociale de la Société à l'égard de ses investissements et de leur supervision.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

On peut obtenir des renseignements additionnels portant sur la Financière Power par l'entremise de SEDAR au www.sedar.com. On trouvera des renseignements, y compris la rémunération des administrateurs et des dirigeants et les prêts qui leur ont été consentis, les principaux porteurs des titres de la Financière Power, de même que les options d'achat d'actions et les initiés intéressés dans des opérations importantes, le cas échéant, dans sa dernière circulaire de sollicitation de procurations par la direction. Des données financières additionnelles sont contenues dans les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et dans le rapport de gestion y afférent daté du 13 mars 2013 qui ont été déposés sur SEDAR.

Lifeco et la Financière IGM, les principales filiales directes et indirectes de la Financière Power, sont des émetteurs assujettis aux termes de la législation en valeurs mobilières canadienne. Lifeco et la Financière IGM sont assujetties aux mêmes obligations d'information continue que la Financière Power. Ces obligations comprennent l'exigence de déposer des états financiers annuels et intermédiaires, des déclarations de changement important et des exemplaires de contrats importants. Les épargnants qui souhaitent consulter ces documents peuvent le faire en accédant aux profils des sociétés en cause au www.sedar.com.

ANNEXE A

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT

1.0 BUT ET COMPOSITION

Le but du comité d'audit (le « comité ») de la Corporation Financière Power (la « Société ») est d'aider le conseil d'administration dans l'examen :

- (1) de l'information financière de la Société;
- (2) des compétences et de l'indépendance des auditeurs externes de la Société;
- (3) du rendement des auditeurs externes.

Le comité de la Société est composé d'au moins trois administrateurs de la Société, qui sont tous *indépendants* et *possèdent des compétences financières* au sens du Règlement 52-110 des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

2.0 QUESTIONS DE PROCÉDURE

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions et de ses responsabilités, le comité doit respecter les procédures suivantes :

- (1) **Réunions.** Le comité se réunit au moins quatre fois par année et plus souvent, au besoin, afin de s'acquitter de ses devoirs et obligations aux termes des présentes.
- (2) **Conseillers.** Le comité a le pouvoir de retenir les services de conseillers juridiques indépendants et d'autres conseillers, selon ce qu'il juge nécessaire pour remplir ses fonctions, ainsi que d'établir et de verser, aux frais de la Société, la rémunération de ces conseillers.
- (3) **Quorum.** Le quorum à une réunion du comité est de deux membres du comité.
- (4) **Secrétaire.** Le président, ou toute personne qu'il nomme, agit à titre de secrétaire des réunions du comité.
- (5) **Convocation des réunions.** Une réunion du comité peut être convoquée par le président du comité, par le président du conseil, par les auditeurs externes de la Société ou par un membre du comité. Lorsqu'une réunion du comité est convoquée par une personne autre que le président du conseil, le président du comité en informe sans délai le président du conseil.

3.0 FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

3.1 **Information financière.** Le comité :

- (1) à moins de décision contraire du conseil, approuve :
 - a) les rapports de gestion intermédiaires de la Société (en vertu d'une délégation de pouvoirs par le conseil);
- (2) examine les documents suivants de la Société :
 - a) les états financiers annuels et intermédiaires;
 - b) les rapports de gestion annuels;
 - c) les communiqués de presse concernant le résultat intermédiaire et annuel;
 - d) d'autres documents contenant des renseignements financiers audités ou non audités, à son gré;

et fait rapport sur ceux-ci au conseil d'administration (le « conseil ») avant que ces documents ne soient approuvés par le conseil et communiqués au public;

- (3) est satisfait que des procédures adéquates sont en place pour l'examen de la communication publique par la Société de renseignements financiers extraits ou provenant des états financiers de la Société, autres que l'information fournie par les états financiers, les rapports de gestion et les communiqués de presse concernant le résultat et évalue périodiquement le caractère adéquat de telles procédures.

3.2 Audit externe. Le comité :

- (1) recommande au conseil les auditeurs externes à nommer aux fins de préparer ou d'émettre un rapport de l'auditeur ou d'exécuter d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation;
- (2) examine les conditions de la mission des auditeurs externes, le caractère adéquat et raisonnable des honoraires d'audit proposés et toutes questions relatives au paiement des honoraires d'audit et fait une recommandation au conseil à l'égard de la rémunération des auditeurs externes;
- (3) examine l'indépendance des auditeurs externes, y compris un rapport annuel préparé par les auditeurs externes concernant leur indépendance;
- (4) rencontre les auditeurs externes et la direction pour examiner le plan d'audit, les constatations découlant de l'audit et toutes restrictions portant sur l'étendue du mandat des auditeurs externes;
- (5) examine avec les auditeurs externes et la direction toutes modifications des principes comptables généralement reconnus qui peuvent être importantes pour la communication de l'information financière de la Société;
- (6) a le pouvoir de communiquer directement avec les auditeurs externes;
- (7) exige que les auditeurs externes fassent rapport directement au comité;
- (8) supervise directement le mandat des auditeurs externes qui est relié à la préparation ou à l'émission d'un rapport de l'auditeur ou à la prestation d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation pour la Société, y compris le règlement de différends entre la direction et les auditeurs externes quant à la communication de l'information financière;
- (9) rencontre les auditeurs externes afin de discuter des états financiers annuels (y compris le rapport des auditeurs externes s'y rapportant) et des états financiers intermédiaires (y compris le rapport de mission d'examen des auditeurs externes s'y rapportant);
- (10) examine les lettres de recommandations des auditeurs externes à la direction ainsi que la réponse et le suivi de celle-ci relativement à ces recommandations;
- (11) examine l'évaluation des contrôles internes de la Société sur la communication de l'information financière menée par les auditeurs externes ainsi que la réponse de la direction;
- (12) approuve préalablement (ou délègue le pouvoir d'approbation préalable à un ou plusieurs de ses membres indépendants), conformément à une politique d'approbation préalable, toutes les missions pour les services non liés à l'audit que les auditeurs externes fourniront à la Société ou à ses filiales ainsi que tous les honoraires pour les services non liés à l'audit et évalue l'effet de ces missions et honoraires sur l'indépendance des auditeurs externes;
- (13) examine et approuve la politique d'embauche de la Société concernant les associés, les employés ainsi que les anciens associés et les anciens employés des auditeurs externes actuels et anciens;
- (14) en cas de changement d'auditeurs, examine et approuve la communication de la Société y ayant trait.

3.3 Procédure de traitement des plaintes de nature financière. Le comité établit des procédures visant :

- (1) la réception, la conservation et le traitement de plaintes reçues par la Société portant sur des questions relatives à la comptabilité, aux contrôles comptables internes ou à l'audit;
- (2) le dépôt confidentiel et anonyme par des employés de la Société de préoccupations concernant des questions douteuses de comptabilité ou d'audit.

3.4 Sessions à huis clos. Le comité se réunit périodiquement à huis clos entre membres seulement et rencontre séparément les auditeurs externes et les membres de la direction, selon ce que le comité juge adéquat.

3.5 Filiales.

- (1) À l'égard d'une filiale en exploitation importante dans la chaîne de propriété entre la Société et une filiale directe, le comité examine les états financiers de la filiale en exploitation importante.
- (2) À l'égard d'une filiale directe :
 - a) le comité se fonde sur l'examen et l'approbation des états financiers de la filiale directe par le comité d'audit et le conseil d'administration de la filiale directe et sur les rapports ou avis des auditeurs externes sur ces états financiers;
 - b) le comité reçoit un exemplaire de la charte du comité d'audit de la filiale directe ainsi qu'une note de service résumant la structure et les procédures des réunions de celui-ci (la « note de service relative aux procédures »);
 - c) à chaque réunion du comité, le secrétaire du comité soumet un rapport du secrétaire du comité d'audit de la filiale directe confirmant que les procédures prévues par sa charte et la note de service relative aux procédures ont été respectées.
- (3) À ces fins :
 - a) « filiale en exploitation importante » désigne une filiale en exploitation dont le bénéfice net représente 10 % ou plus du bénéfice net de la Société;
 - b) « filiale directe » désigne la première filiale en exploitation importante située sous la Société dans la chaîne de propriété qui a un comité d'audit composé d'une majorité d'administrateurs indépendants.

4.0 PRÉSENCE DES AUDITEURS AUX RÉUNIONS

Les auditeurs externes ont le droit de recevoir les avis de convocation à chaque réunion du comité et, aux frais de la Société, d'y assister et d'y être entendus. Si un membre du comité le demande, les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité qui a lieu pendant la durée du mandat des auditeurs externes.

5.0 ACCÈS À L'INFORMATION

Le comité a accès aux renseignements, documents et registres qui lui sont nécessaires dans l'exécution de ses fonctions et de ses responsabilités aux termes de la présente charte.

6.0 EXAMEN DE LA CHARTE

Le comité examine périodiquement la présente charte et recommande au conseil les modifications qu'il peut juger appropriées.

7.0 RAPPORTS

Le président du comité fait rapport au conseil, aux moments et de la manière que le conseil peut à l'occasion exiger, informe sans délai le président du conseil des questions importantes soulevées pendant l'exécution des fonctions énoncées aux présentes, par les auditeurs externes ou un membre du comité, et fournit au président du conseil des copies des rapports écrits ou des lettres fournis par les auditeurs externes au comité.